

FRANÇOISE DAUCÉ

Une paradoxale oppression

Le pouvoir et les associations
en Russie



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



À l'hiver 2011-2012, pour dénoncer les fraudes électorales, les citoyens russes sont descendus par dizaines de milliers dans les rues de Moscou. Surpris par ce réveil de la société civile, le Kremlin leur a aussitôt opposé les forces de l'ordre et accentué la lutte contre la présence étrangère dans le pays. La répression a alimenté la chronique de l'autoritarisme russe.

Pourtant, depuis le début des années 2000, si le gouvernement recourt à la force, il emprunte aussi des outils à la démocratie libérale. Cet étonnant paradoxe est au cœur de ce livre. Les autorités russes mettent en effet en œuvre des programmes de soutien à la société civile qui permettent le développement de formes plus douces de contrainte politique, en s'appuyant sur un mélange complexe de coercition et d'incitations. Cette ambivalence trouble jusqu'aux défenseurs des droits de l'homme, à la recherche de compromis entre affrontement et coopération.

Fondé sur des enquêtes de terrain, ce livre renouvelle l'analyse des relations entre l'État et la société dans la Russie contemporaine.

En replaçant les mobilisations actuelles et les choix de Vladimir Poutine dans une perspective historique, il montre comment le pouvoir russe innove et se modernise pour mieux consolider sa domination politique.

Françoise Daucé, maître de conférences à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, mène ses recherches au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESCNRS). Elle a publié L'État, l'armée et le citoyen en Russie postsoviétique (2001) et La Russie postsoviétique (2008).

Une paradoxale oppression

Direction fédérale des Archives de Russie.
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).
Centre d'Études des Mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS/CNRS, Paris).
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE

Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartlett, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Gousseff, Andrea Graziosi, Susan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Alessandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchoubarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Françoise Daucé

Une paradoxale oppression

Le pouvoir et les associations en Russie

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Table des matières

Translittération	5
Liste des principaux termes, institutions et associations soviétiques et russes cités dans l'ouvrage	7
Introduction	9
La société civile : une idée émancipatrice	10
La société civile en Russie : de nouvelles servitudes	12
Les associations de défense des droits de l'homme, entre émancipation et contrainte	15

PREMIÈRE PARTIE

Décadence et grandeur de la société civile, de l'URSS à la Russie

Chapitre I : La servitude de la société civile en URSS	19
Le prélude impérial	19
L'effacement de la société civile	22
Les limites de la servitude	25
Chapitre II : La société civile entre deux États	33
La modernisation des organisations sociales	34
La politisation des nouvelles associations	37
Les expérimentations économiques des associations	44
Chapitre III : L'éloge de la société civile dans la transition	51
La fabrication d'une société civile démocratique	52
La remise en forme des associations	58
Des droits sans pouvoir	63

DEUXIÈME PARTIE

La civilité de l'oppression dans la Russie de V. Poutine

Chapitre IV : Une société civile faible et décevante	73
L'état du monde associatif russe en 2000	74
Les déçus de la transition démocratique	79
Les partisans de la voie russe	85

Chapitre V : La société civile selon V. Poutine	91
Le succès paradoxal de l'idée de société civile.....	92
Les nouvelles institutions de la société civile.....	97
L'encadrement juridique des associations.....	101
Chapitre VI : Le management de la société civile	113
La lutte contre l'influence étrangère.....	114
La générosité des financements nationaux.....	122
L'oppression douce des associations.....	130

TROISIÈME PARTIE

Les défenseurs des droits de l'homme face au pouvoir russe

Chapitre VII : Dans l'intimité des associations de défense des droits de l'homme	141
Des convictions civiques.....	141
L'importance de la familiarité.....	148
Les arrangements économiques.....	157
Chapitre VIII : La tentation de la coopération	165
Les ressorts personnels de la coopération.....	165
L'institutionnalisation des coopérations.....	169
La professionnalisation des militants.....	177
Chapitre IX : Les tentatives de protestation	183
Le mécontentement des défenseurs des droits de l'homme.....	183
Le blocage des voies politiques.....	186
L'émergence de nouvelles formes de contestation.....	191
Une protestation sans révolution.....	198
Conclusion	207
Bibliographie	211
Généralités : De la société civile et de la démocratie.....	211
État et société dans la Russie impériale et en URSS.....	213
État et société en Russie post-soviétique.....	214
La société civile en Russie post-soviétique.....	215
Sitographie.....	216
Index des noms propres	219

Introduction

Au cours de l'hiver 2011-2012, pour dénoncer les irrégularités commises lors des élections à la Douma (parlement) et protester contre la falsification du scrutin par le pouvoir, des foules réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues à plusieurs reprises dans les rues de Moscou. Les manifestants ont défilé pour dénoncer l'hypocrisie du gouvernement et son mépris des institutions démocratiques. La perspective de l'élection présidentielle de mars 2012, pour laquelle Dmitri Medvedev, président en exercice, et Vladimir Poutine, premier ministre, avaient déjà annoncé leur projet d'intervertir leurs rôles, a mobilisé les protestataires, soucieux de reprendre le contrôle sur le déroulement des élections. Surpris, les médias, tant russes qu'occidentaux, ont annoncé immédiatement « le réveil de la société civile » en Russie.

Quelle a été la réaction du pouvoir russe face à ce « réveil » ? Les autorités ont dépêché immédiatement sur le terrain les forces de l'ordre et entrepris de durcir encore les pressions administratives sur les manifestants. Elles ont accentué leur lutte contre la présence étrangère dans le pays, et notamment contre les programmes de soutien à la société civile des fondations internationales. Ce penchant répressif, largement documenté depuis le début des années 2000, a une nouvelle fois été dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme. Depuis de longues années, le régime de V. Poutine s'illustre par ses pratiques autoritaires et coercitives. Alors même qu'il n'était que premier ministre de B. Eltsine, en 1999, V. Poutine envoyait les forces armées réprimer l'irrédentisme tchéchène, au prix d'exactions et de violences massives, restant sourd aux protestations des défenseurs des droits de l'homme. Cette politique martiale s'accompagna d'une militarisation des élites¹, favorisant l'ascension au sein du pouvoir des représentants des services de sécurité, à l'image du chef de l'État. La restriction des libertés publiques (et notamment du droit de manifester), le contrôle sur les principaux médias nationaux, l'instrumentalisation de la lutte contre l'extrémisme à des fins répressives, les actes d'intimidation contre les opposants, voire leur disparition... caractérisèrent les évolutions politiques au sommet de l'État.

Dans le même temps, paradoxalement, tout en gouvernant par la force, Vladimir Poutine a régulièrement affirmé sa volonté de soutenir la société civile. En 2001 déjà, un an après sa première élection à la Présidence, il déclarait : « Le pouvoir dans son ensemble n'a qu'une mission : former un environnement le plus favorable possible [au] développement [de la société civile]. C'est une mission

1. Olga Kryshantovskaya, Stephen White. *Putin's Militocracy. Post-Soviet Affairs*, vol. 19, n° 4, oct.-dec. 2003.

importante et fondamentale². » Plus de dix ans plus tard, en février 2012, il écrivait à nouveau : « Aujourd'hui, la qualité de notre gouvernement dépend de la capacité de la société civile à y participer. Notre société civile est devenue plus avisée, plus active et plus responsable. Nous devons renouveler les mécanismes de notre démocratie. Ils doivent inclure l'activité civique qui se développe³. » Ces déclarations favorables à la société civile pourraient sembler hypocrites tant elles semblent en contradiction avec la politique mise en œuvre par le chef de l'État. Pourtant, elles la complètent plus qu'elles ne la contredisent.

Si le régime use abondamment du répertoire de la force et de la violence dans l'exercice du pouvoir, il n'hésite pas aussi à emprunter des méthodes de gouvernement aux théories libérales de la démocratie. Ces emprunts permettent le recours à des formes plus douces de contrainte politique. La politique de V. Poutine se caractérise ainsi par un mélange complexe de coercition et de négociation. Dans ce cadre, des instruments de gouvernement *a priori* démocratiques peuvent être mis au service d'un projet non démocratique. En Russie, le pouvoir a, depuis le début des années 2000, développé des programmes de soutien à la société civile qui passent par la création de fondations philanthropiques, l'attribution de subventions publiques ou la promotion de la bienfaisance. En recourant à ces outils d'aide aux associations, le pouvoir oriente en douceur leur action et dépolitise leur engagement. Cette politique renseigne sur les raisons de la pérennité et de la relative popularité du régime russe depuis 2000. La politiste Béatrice Hibou rappelle, dans *Anatomie de la domination*, « le caractère souvent second, voire marginal, de la violence et de la coercition physique dans la plupart des régimes autoritaires et même, pour la majorité des habitants, dans le quotidien des régimes totalitaires »⁴. Ce constat vaut pour la Russie contemporaine. Le gouvernement de V. Poutine sait manier tant la répression que l'incitation. Au risque de susciter des attentes politiques insatisfaites et d'être pris au mot par les acteurs de la société civile, comme l'ont montré les manifestations de l'hiver 2011-2012...

LA SOCIÉTÉ CIVILE : UNE IDÉE ÉMANCIPATRICE

Historiquement, la société civile n'a jamais fait bon ménage avec la Russie. Le rapprochement des deux termes semble même contre nature. En effet, la société civile est généralement conçue comme un ensemble de pratiques sociales aptes à limiter le pouvoir de l'État. Dans une acception dérivée des travaux de Hegel, la

2. Vystuplenie prezidenta Rossijskoj Federacii V.V. Putina na otkrytii graždanskogo foruma (« Déclaration du président de la Fédération de Russie V.V. Putin lors de l'ouverture du forum civique »), 21 novembre 2001.

3. Vladimir Putin. Naše obščestvo stalo nesravnanno bolee zrelym (« Notre société civile est devenue plus mûre »), *Komsomolskaâ Pravda*, 6 février 2012.

4. Béatrice Hibou, *Anatomie de la domination politique*, Pais, La Découverte, 2011, p. 24.

société civile contient l'État en permettant à la société d'échapper à la logique atomistique et à la désintégration des conflits interindividuels par la création de corps intermédiaires⁵. Depuis Hegel, « beaucoup de discussions se fondent (...) sur un modèle dualiste : la société civile contre l'État » remarque Jean Cohen⁶. Dans le cas de la Russie impériale puis de l'URSS, les historiens considèrent généralement que le poids de l'appareil d'État et son contrôle sur la société ont empêché toute émancipation de corps intermédiaires face au pouvoir. Dans la philosophie marxiste-léniniste, la société civile n'existe pas au côté de l'État de classe qui contrôle les structures sociales indépendantes et même la vie privée des individus. Cette absorption de la société civile par le parti-État est poussée à son comble par le totalitarisme stalinien. Même si les réalités de la vie sociale soviétique sont plus complexes qu'il n'y paraît, l'URSS semble alors constituer le type idéal de l'État totalitaire écrasant la société civile du poids de ses institutions.

C'est en opposition à ce modèle que se renforce l'attachement à la société civile dans les pays démocratiques puis parmi les dissidents d'Europe centrale et orientale durant la seconde moitié du XX^e siècle. La corrélation entre société civile et démocratie se construit en opposition au modèle soviétique. L'expression « société civile » se diffuse très largement dans les années 1970-1980 pour critiquer le poids de l'État dans les pays communistes (mais aussi dans les pays occidentaux). La promotion de la société civile est alors très populaire car elle permet à la fois de favoriser l'autogestion et de limiter le pouvoir de l'État⁷. Sa légitimité « s'appuie sur une critique des structures bureaucratiques, portée à la fois par les tenants du néolibéralisme et par ceux de la « deuxième » gauche dans une constellation improbable qui entoure la notion d'un large consensus⁸ » notent les chercheurs Jay Rowell et Bénédicte Zimmermann. Dans les années 1980, l'intérêt pour la société civile se développe parmi les mouvements dissidents d'Europe centrale et orientale qui luttent contre l'hypertrophie de l'État soviétique. Des auteurs comme Miklos Molnar ou Andrew Arato considèrent que la notion de « société civile » est opératoire pour analyser la crise du communisme. Selon Miklos Molnar, pendant la période soviétique, « les valeurs européennes, bien que faibles et immatures, n'ont eu d'autre refuge que la société civile refoulée dans la clandestinité⁹ ». Il souligne l'alternance des victoires et des revers de la société civile. « Au moment des crues, cette dernière occupe toute la place publique (...Printemps de Prague...). Au moment des normalisations, la société civile recule, voire se trouve refoulée dans les

5. Dominique Colas, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Larousse, 1997, p. 242.

6. Jean Cohen, « Pour une démocratie en mouvement. Lectures critiques de la société civile », *Raisons politiques*, n° 3, 2001, p. 145.

7. Dominique Colas, *Dictionnaire de la pensée...*, *op. cit.*, p. 241.

8. Jay Rowell, Bénédicte Zimmermann, « Grammaire de la société civile et réforme sociale en Allemagne », *Critique Internationale*, n° 2, 2007, p. 150.

9. Miklos Molnar, « Mutation politique et choix de société », in : Molnar, Miklos, Nivat, Georges, Rezler, André, *Vers une mutation de société. La marche de l'Europe de l'Est vers la démocratie*, Paris, PUF, 1991, p. 88.

consciencés ou se débat dans les « espaces » plus ou moins étroits auxquels elle est assignée par le pouvoir politique. Elle est donc à la fois une société civile en gestation et une « société entière en dissidence¹⁰ ». Les dissidents, comme Vaclav Havel, Bronislaw Geremek ou Diord Konrad se prononcent contre la dictature du parti, l'hégémonie soviétique et le pouvoir totalitaire et pour la liberté, le pluralisme et l'autonomie de la société¹¹. En Union soviétique, l'espoir d'un développement de la société civile pour transformer le régime se développe parmi les dissidents après le dégel khrouchtchévien. Jusqu'à la fin de la période Brejnev, le mouvement dissident reste limité à des cercles intellectuels restreints qui tentent de promouvoir le respect des droits de l'homme pour contenir le pouvoir autoritaire soviétique. Avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985, l'émergence de mouvements collectifs volontaires et autonomes autorisés dans le cadre de la perestroïka porte l'espoir d'une évolution du pays vers la démocratie. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'émancipation des démocraties populaires de la tutelle de Moscou renforcent l'importance accordée aux sociétés civiles dans le changement. En Russie aussi, beaucoup d'auteurs estiment que la société civile naissante a été l'instrument décisif de la révolution démocratique de la fin des années 1980¹².

LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RUSSIE : DE NOUVELLES SERVITUDES

Au début des années 1990, la société civile est au cœur des programmes de démocratisation¹³ lancés par le gouvernement Eltsine avec l'aide de ses partenaires occidentaux. Le terme de « transition démocratique », qui avait été forgé pour les transformations politiques en Amérique latine et en Europe du sud, est introduit dans le débat sur le post-communisme et accorde une large place à la société civile dans le changement¹⁴. Cette dernière est incarnée par les organi-

10. Miklos Molnar, *La démocratie se lève à l'est. Société civile et communisme en Europe de l'est : Pologne et Hongrie*, Paris, PUF, 1990, p. 10.

11. Kocka, Jurgen. *Evropejskoe obščestvo : istoričeskie korni i sovremennye perspektivy na Vostoke i Zapade* (« La société européenne : racines historiques et perspectives contemporaines à l'Est et à l'Ouest »). *Neprikosnovennij Zapas*, 2003, n° 2(28). <http://magazines.russ.ru/nz/2003/2/koka-pr.html>

12. Bernhard, Michael, « Civil Society after the First Transition : Dilemmas of Post-communist Democratization in Poland and Beyond », *Communist and Post-communist studies*, n° 29, 1996 ; Vladimir Tismaneu (ed.), *Political Culture and Civil Society in Russia and the New States of Eurasia*, Armonk, New-York, 1995 ; Marcia Weigle and Jim Butterfield, « Civil Society in Reforming Communist Regimes : The Logic of Emergence. *Comparative Politics* », vol. 25, n° 1, 1992.

13. G. Baker, « The Taming of the Idea of Civil Society », *Democratization*, vol. 6 (3), automne 1999.

14. « Peu de concepts ont autant captivé l'imagination de ceux qui étudient la démocratisation que celui de "société civile" » note James L. Gibson, « Social Networks, Civil Society and the

sations non gouvernementales (ONG) à but non lucratif qui doivent jouer un rôle de contrepoids démocratique face au nouvel État. L'importance accordée aux ONG n'est pas spécifique à la Russie : « La notion de société civile semble trouver alors une incarnation dans la prolifération associative des années 1990 à l'échelle planétaire, plus particulièrement sous la forme d'un sigle en voie d'universalisation, ONG/NGO » souligne le sociologue Gautier Pirotte¹⁵. La Russie devient un lieu d'expérimentation enthousiasmant pour les tenants de la démocratisation qui souhaitent donner forme à la société civile par le renforcement des ONG. Le soutien à la société civile est mis en œuvre par les réformateurs, alors à la tête de la Russie (notamment par Egor Gaïdar, le premier ministre libéral de Boris Eltsine) avec le soutien des fondations internationales. Ces dernières accordent des subventions aux associations et contribuent au transfert vers la Russie des normes internationales. Le pays se dote d'une législation sur les associations, permettant aux groupements informels qui existaient durant la perestroïka d'obtenir un statut officiel. Un monde associatif, animé par des militants attachés à des causes diverses (droits de l'homme mais aussi environnement, culture, aide sociale, religion...) se constitue légalement et tente de défendre auprès de l'État les revendications de ses membres. Le développement de la société civile est perçu comme une condition nécessaire de la démocratisation mais aussi du passage au marché, favorisant l'initiative individuelle et collective en politique comme dans les affaires.

Quels sont les résultats de cette politique volontariste de construction d'une société civile par le haut ? À la fin des années 1990, un espace associatif diversifié existe bien en Russie mais le développement de la société civile semble insuffisant et même décevant aux yeux de ses promoteurs, et notamment des hommes politiques libéraux et des acteurs internationaux. De l'avis général, en Russie, les associations restent embryonnaires et ne parviennent pas à contrebalancer la politique erratique de B. Eltsine. Elles sont impuissantes face au déclin dramatique du niveau de vie de la population, au bombardement du Parlement par les forces armées en 1993, à l'envoi des troupes russes en Tchécénie en 1994, à l'accaparement des privatisations par les oligarques, aux pratiques électorales douteuses de B. Eltsine en 1996... Face à ces dérives gouvernementales, les citoyens russes se mobilisent peu et les associations qui pourraient porter leurs revendications sont marginalisées. Alors que les motifs de mécontentement sont nombreux, les mobilisations déclinent. Les spécialistes de la société civile et de l'action collective manifestent leur déception à l'égard des évolutions russes, allant même parfois jusqu'à évoquer la naissance d'une

Prospects for Consolidating Russia's Democratic Transition», *American Journal of Political science*, vol. 45, n° 1, janvier 2001, p. 51.

15. Gautier Pirotte, « La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement », *Revue de la régulation* [En ligne], n° 7 | 1^{er} semestre 2010, mis en ligne le 03 juin 2010, Consulté le 30 janvier 2011. URL : <http://regulation.revues.org/index7787.html>

« société incivile »¹⁶, plus acquise à l'autoritarisme qu'à la démocratie. Les changements contredisent les modèles théoriques de la démocratisation. « La démocratie a déraillé en Russie » écrit ainsi le chercheur américain Steven Fish¹⁷. Le désenchantement à l'égard de la société civile accompagne la déception à l'égard de l'ensemble du processus de démocratisation et de libéralisation en Russie. La société civile semble alors définitivement étrangère à la Russie.

Paradoxalement, au début des années 2000, c'est le gouvernement de V. Poutine qui redonne toute sa place à l'idée de société civile en Russie. Il s'approprie et réinterprète les théories libérales de la démocratisation en mettant en œuvre une politique de construction par le haut de la société civile. Certes, l'action de l'État russe en direction des ONG se développe dans un contexte politique non-pluraliste. Elle revêt indéniablement une dimension coercitive : les nouvelles lois adoptées au milieu des années 2000 durcissent les conditions d'enregistrement et les contrôles à l'encontre des ONG et de leurs militants. Cependant, l'État met en place dans le même temps des contreparties matérielles et symboliques qui peuvent séduire les acteurs associatifs. Dès son arrivée au pouvoir, V. Poutine annonce sa volonté de bâtir une société civile forte, démontrant ainsi une volonté modernisatrice inspirée des pratiques occidentales. Ce pan libéral du discours poutinien est souvent négligé par les observateurs car il est considéré comme une ruse hypocrite du pouvoir. Pourtant, il mérite l'attention en raison des dispositifs administratifs et financiers concrets qu'il engendre. Dans la pratique, le gouvernement de V. Poutine reprend à son compte les outils juridiques, administratifs et financiers importés dans les années 1990 par les organisations internationales dans le cadre des programmes de démocratisation. Le gouvernement russe crée des institutions de concertation avec les associations (Forums civiques, Chambre sociale, Conseils civiques...). Il met en place des dispositifs de subventionnement qui s'inspirent des pratiques internationales et tendent à s'y substituer. À partir de 2007, V. Poutine crée ainsi un programme de « subventions présidentielles » attribuées sur concours. Il favorise aussi le développement du mécénat des entreprises privées en direction des associations. Des dispositifs financiers et fiscaux incitatifs sont mis en place pour soutenir des fonds de dotation (*endowments*), des fondations philanthropiques et des programmes de bienfaisance. Cette attention accordée à la société civile et la distribution de ressources qui l'accompagne, inspirée des pratiques anglo-saxonnes, permettent à l'État russe de revendiquer la modernité de sa gouvernance. Cet aspect philanthropique de la politique russe à l'égard des associations est généralement négligé par les observateurs qui concentrent leurs critiques sur le caractère répressif du gouvernement. Se créent

16. Andreas Umland, « Toward an Uncivil Society? Contextualizing the Recent Decline of Extremely Right-Wing Parties in Russia », *Weatherhead Center for International Affairs Working Paper* [Harvard University], n° 3, 2002, 43 pp.

17. M. Steven Fish, *Democracy Derailed in Russia. The Failure of Open Politics*, Cambridge University Press, 2005.

pourtant ainsi des formes de coercition « douces » qui permettent de contrôler l'activité des acteurs associatifs sans recourir systématiquement à la violence. À l'examen, la politique de l'État russe à l'égard du monde associatif est moins caricaturale qu'elle n'est souvent présentée. Si l'usage des forces de l'ordre et de la coercition administrative à l'encontre des militants civils constitue bien le volet répressif de cette politique, son volet incitatif n'est pas moins développé. Les associations russes sont constamment sollicitées par le pouvoir qui déploie une grande inventivité institutionnelle et financière pour les associer à sa politique gouvernementale.

LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME, ENTRE ÉMANCIPATION ET CONTRAINTE

Quels sont les résultats de cette politique ambivalente, entre coercition et négociation, sur le monde associatif russe ? Les propositions ambiguës du pouvoir suscitent des tensions au sein des associations en général, et des organisations de défense des droits de l'homme en particulier. Dans ce domaine emblématique, les militants sont divisés sur la nature des coopérations à établir avec l'administration de V. Poutine et sur la bonne distance à garder face au gouvernement. D'un côté, les défenseurs des droits de l'homme tentent d'opposer un front uni au pouvoir. Ils s'appuient sur les liens de confiance qui unissent leurs membres pour préserver leur solidarité face aux sollicitations de l'administration. Cette solidarité, souvent basée sur des liens amicaux ou familiaux pérennes (remontant pour les plus anciens à la dissidence), fait la solidité de leur noyau militant et leur permet de surmonter les difficultés et les pressions qu'ils rencontrent depuis le début des années 2000.

De l'autre, les défenseurs des droits de l'homme espèrent bénéficier des nouvelles possibilités institutionnelles pour influencer les décisions du gouvernement. Le pouvoir les sollicite pour participer à des coopérations « constructives » avec l'administration. Les représentants des associations sont invités à rejoindre les conseils et comités officiels mis en place par l'État. Les organisations de défense des droits de l'homme réputées pour leur indépendance, comme Memorial, le Groupe Helsinki de Moscou ou les comités de mères de soldats, s'intéressent aux propositions émanant du pouvoir. Ces dernières reprennent en effet de nombreuses revendications qu'elles ont portées depuis la perestroïka et lors des programmes de démocratisation des années 1990. Elles acceptent ainsi de participer à certains dispositifs de concertation avec le pouvoir afin de faire valoir leur expertise et de faire avancer leur cause. Tout au long des années 2000, les militants des droits de l'homme siègent au Conseil près le Président pour le développement des institutions de la société civile et pour les droits de l'homme ainsi que dans les conseils sociaux auprès des ministères. Ils tentent d'exploiter les dispositifs gouvernementaux pour promouvoir leurs idées.

Cette coopération entre les associations et l'État laisse toutefois de côté la question du volet politique de ces relations. Au-delà de leur participation aux instances gouvernementales, comment faire valoir une parole alternative dans un contexte où le pluralisme est limité ? Les associations de défense des droits de l'homme soulignent les limites des dispositifs de concertation instaurés par l'État. Leur avis consultatif n'y est jamais impératif. Elles tentent donc d'inventer de nouvelles formes d'action, en marge des dispositifs institutionnels, pour faire valoir leurs droits. Elles soutiennent ainsi, dès le début des années 2000, des actions de contestation dans la rue contre les dérives autocratiques du pouvoir. Ces actions culminent avec leur participation aux mouvements protestataires qui se développent en Russie à l'hiver 2011-2012 pour dénoncer la falsification des élections. Face au trucage du scrutin et au mépris pour l'esprit des institutions, les militants des droits de l'homme critiquent vigoureusement les représentants du pouvoir russe et leurs compromissions. Ils s'associent à la dénonciation « des voyous et des voleurs » qui gouvernent le pays, pour reprendre le slogan du militant Aleksei Navalny. Ils jouent cependant un rôle spécifique dans ce mouvement contestataire. Profitant de leur expérience accumulée depuis le début des années 2000, entre critique du pouvoir et coopérations ciblées avec l'administration, ils tentent de jouer un rôle de médiateur pour redonner à la société civile une voix citoyenne tout en évitant des dérives trop radicales ou trop révolutionnaires du mouvement.

PREMIÈRE PARTIE

Décadence et grandeur de la société civile, de l'URSS à la Russie

Les évolutions observées dans la Russie des années 2000 prennent racine à la fois dans l'héritage soviétique de l'autoritarisme et de la dissidence, dans les expérimentations de la perestroïka et dans les projets démocratiques des années 1990. Il ne s'agit pas ici de considérer que la Russie est engagée dans une dépendance à un sentier historique qu'elle ne pourrait quitter. L'analyse de la politique poutinienne à l'égard de la société civile et des associations montrera au contraire sa grande capacité d'innovation. Cependant, l'histoire récente reste dans les mémoires de nombreux acteurs de la vie politique et associative russe contemporaine, elle mérite donc l'attention à ce titre. Cette histoire a longtemps été réduite à un affrontement implacable entre l'État et sa société. Dans les faits, pourtant, cette vision totalitaire du passé soviétique a montré ses limites. Après la mort de Staline, dans les dernières décennies de l'URSS, des formes complexes d'autonomisation et d'émancipation de la société à l'égard de l'État sont déjà à l'œuvre.

Jusqu'en 1990, l'étude des relations entre l'État et la société est cependant conditionnée par des institutions spécifiques à l'URSS. D'un côté, le pouvoir soviétique s'appuie sur les organisations sociales, vastes unions citoyennes inféodées au Parti, qui servent de courroie de transmission associative à sa politique. De l'autre, l'émergence de la dissidence et de diverses formes de protestation et de sédition montre la vivacité des transformations sociales dans le pays et la possibilité d'alternatives civiques à la politique de l'État. Si les observateurs les plus optimistes voient l'émergence d'une société civile dans ces pratiques informelles et clandestines de mobilisations, elles restent cependant bien spécifiques au contexte soviétique. La normalisation institutionnelle n'intervient qu'en 1990, à la fin de la perestroïka, avec l'adoption d'une loi sur les unions sociales qui autorise la constitution d'associations indépendantes du pouvoir. Dès lors, ces associations

légalement constituées incarnent la société civile russe. Cette incarnation est à la fois évidente et partielle. Les associations ne représentent pas la totalité de la société civile, qui est faite aussi de l'ensemble des initiatives sociales autonomes et informelles, ponctuelles et locales qui animent la vie de la communauté nationale. L'étude des associations ne représente donc qu'une partie des phénomènes habituellement regroupés sous le nom de société civile. Cependant, dans le cadre des politiques publiques de l'État russe ou des politiques de développement des organisations internationales, la société civile est généralement réduite de fait au secteur des ONG.

Dans le cas russe, l'héritage du passé récent marque de son empreinte la langue de la vie associative. L'usage du terme « association » est lui-même délicat. Si ce mot existe bien en russe (*associacia*), le vocabulaire officiel et courant lui préfère généralement le terme d'organisation sociale (*obščestvennâ organizaciâ*) hérité de la période soviétique. À l'époque, il désignait les associations créées par l'État sous le contrôle du parti afin d'encadrer l'engagement des citoyens dans des activités collectives. Aujourd'hui, il est utilisé comme synonyme du terme « association ». Il désigne « les unions de citoyens organisés sur une base volontaire pour défendre leurs intérêts communs ». Il est d'un usage plus fréquent que le terme d'ONG, réservé aux associations les plus intégrées dans les dispositifs de coopération internationaux. Par son sens même, le terme d'« organisation sociale » laisse planer un doute sur la nature des relations de ces entités avec l'État (il n'est pas dit qu'elles sont non-gouvernementales) et avec l'économie (il n'est pas dit non plus qu'elles sont non lucratives). Il laisse présager des difficultés à séparer formellement la politique étatique, d'un côté, et la vie associative, de l'autre.

Chapitre I

La servitude de la société civile en URSS

Pour comprendre les débats sur la société civile et les associations dans la Russie contemporaine, un bref retour sur la période soviétique est nécessaire. Cette période a en effet été propice à l'élaboration de nombreux stéréotypes politiques qui peuvent aujourd'hui encore faire référence. Le premier de ces clichés a trait à la disparition pure et simple de toute forme de société civile en Union soviétique. Ce constat semble confirmé par l'expérience stalinienne. Le totalitarisme a été considéré comme le produit de la suppression de toutes les initiatives sociales autonomes et de la domination totale du parti-État sur la société. Durant le stalinisme, la violence de la dictature, depuis la collectivisation jusqu'aux grandes purges en passant par la terreur, a exclu toute possibilité d'émergence d'initiatives collectives indépendantes susceptibles de constituer une société civile. Seules des organisations sociales étroitement contrôlées par le parti communiste et l'État ont pu jouer le rôle de courroies de transmission entre le pouvoir et la société. Cependant, après la mort de Staline, de nouvelles formes de solidarités sociales se développent dans le pays. D'un côté, le rôle des organisations sociales contrôlées par le parti communiste est rénové par l'État soviétique dirigé par Nikita Khrouchtchev, qui leur donne une relative autonomie dans la gestion des questions culturelles et sociales. De l'autre, des initiatives collectives indépendantes, ténues et limitées, apparaissent dans la société à l'occasion du dégel. Elles s'incarnent dans le mouvement dissident qui se constitue à cette période. En dépit des répressions du pouvoir, ces initiatives sociales indépendantes perdurent, clandestinement, durant la période brejnévienne. Cette double réalité, marquée par l'existence des organisations sociales officielles, d'un côté, et la clandestinité dissidente, de l'autre, constitue le socle sur lequel se fonde la perestroïka et même, dans certains de ses aspects, la situation des associations après la chute de l'URSS. S'intéresser aux relations entre l'État et les associations dans la Russie contemporaine justifie de réfléchir à ce double héritage soviétique.

LE PRÉLUDE IMPÉRIAL

Avant d'observer le remplacement des associations par des organisations sociales liées au parti communiste à la période soviétique, un regard sur la période pré-révolutionnaire s'impose. Pour juger de la disparition des groupements sociaux

autonomes du pouvoir après 1917, il convient d'abord d'en constater l'existence antérieure. Dans la Russie impériale du début du xx^e siècle, il existait une « sphère intermédiaire » active « qui contredit l'idée d'un exceptionnalisme russe et offre aux démocrates contemporains un précédent culturel » note l'historienne Laura Engelstein¹. Après la chute de l'URSS, l'étude de la période impériale a d'ailleurs suscité un regain d'intérêt. Intellectuels et responsables politiques y ont vu une référence pour la Russie contemporaine, à la recherche d'un modèle de développement démocratique et libéral. Le bref exemple des associations russes du début du xx^e siècle a constitué, aux yeux des réformateurs post-soviétiques, un exemple à suivre.

Les historiens contemporains rappellent volontiers le développement d'institutions sociales intermédiaires dans la Russie d'avant 1917. Ils soulignent le rôle des *zemstva* dans le développement d'organes de l'administration locale après leur création en 1864 par Alexandre II². Ils s'intéressent aussi aux associations proprement dites créées au début du xx^e siècle. Un oukase impérial de mars 1906 accorde en effet la liberté d'association, ce qui se traduit, par une effervescence associative dans les capitales, Moscou et Saint-Pétersbourg, comme dans les villes de province³. Des sociétés savantes, des fondations charitables, des associations sportives, des clubs de réflexion s'organisent à travers le pays. Le « tiers secteur », entre l'État et l'économie, s'institutionnalise. Des historiens comme I. Mersianova et L. Jakobson, impliqués aussi dans la conception des réformes contemporaines, rappellent que les organisations de cette société civile naissante « étaient constituées à l'initiative de personnes privées, le nombre de leurs membres n'était pas limité, chacun d'entre eux devant payer une cotisation ou assurer un travail bénévole pour l'organisation. (...) L'organe dirigeant était l'assemblée générale des membres de l'organisation, parmi laquelle étaient élus une direction et une commission de révision⁴ ». Ces associations pré-révolutionnaires s'apparentent donc aux organisations que la Russie souhaite faire renaître après l'expérience soviétique.

Peut-on, à l'époque impériale, rassembler ces initiatives associatives sous l'appellation de société civile ? Ce terme semble anachronique car il n'était pas employé dans la Russie de Nicolas II. On parlait alors simplement de « société »

1. Engelstein, Laura, « The Dream of Civil Society in Tsarist Russia : Law, State and Religion », in : Nancy Gina Bermeo, Philip G. Nord (eds), *Civil Society before Democracy : Lessons from Nineteenth-Century Europe*, Rowman & Littlefield, 2000, p. 24.

2. Volodin, A.G. (ed.), *Graždanskoe občestvo : Mirovoj opyt i Problemy Rossii*, Moscou, Editorial URSS, 1998, p. 45.

3. Wladimir Berelowitch, *Le grand siècle russe. D'Alexandre I^{er} à Nicolas II*, Paris, Gallimard, 2005, p. 110.

4. Ils affirment que 11 040 organisations charitables existaient en Russie en 1902. I. Mersianova, L. Jakobson, *Institucionalizaciâ graždanskogo občestva i tretij sektor (« L'institutionnalisation de la société civile et du tiers secteur »)*, in : *Graždanskoe občestvo v sovremennoj Rossii. Sociologičeskie zarisovki s natury (La société civile dans la Russie contemporaine. Croquis sociologiques d'après nature)*, Moscou, FOM, 2008, p. 22.

(*Obščestvo*) pour désigner la petite fraction de la société où se développait la vie intellectuelle, où se formait l'opinion publique, qui était capable de s'organiser de façon autonome en marge des institutions politiques. Cependant, aux yeux des historiens actuels, les organisations citoyennes répondent à la définition moderne de la société civile, comme ensemble des initiatives sociales autonomes de l'État⁵. L'historienne russe A. Toumanova⁶ décrit le développement – à la fin du XIX^e siècle – de la concurrence entre la bureaucratie impériale et les divers groupements d'origine privée qui ne pouvaient légalement exister sans son autorisation. Elle étudie les groupements créés dans un but non commercial par des particuliers qui s'associent pour promouvoir une œuvre d'intérêt général ou collectif – qu'il s'agisse d'éducation, de science, d'art et de culture, de santé, de loisirs, de formation professionnelle, de bienfaisance ou d'entraide mutuelle, voire de représentation syndicale des intérêts professionnels. Elle considère que « la période pré-révolutionnaire de l'histoire russe ne peut être comprise sans l'étude du phénomène des organisations sociales non-politiques qui se développent à cette période. (...) Les associations volontaires constituent la base institutionnelle de la société civile qui se développe dans la Russie pré-révolutionnaire⁷ ». L'historien américain David Wartenweiler estime, quant à lui, que la révolution de 1905 permet l'établissement de règles de droit qui favorisent le développement d'une forme moderne de société civile⁸.

Même si une société civile est en création à la fin de la période impériale, son influence sur la transformation du régime reste limitée. La faiblesse de la classe moyenne russe, le retard de la vie politique et les tendances paternalistes de l'État gênent son renforcement. L'historien Peter Holquist souligne l'obstacle étatique

5. J. Bradley. « Voluntary Associations, Civic Culture, and *Obščestvennost'* in Moscow », in E. Clowes, S. Kasow, and J. West (eds.), *Between Tsar and People*, Princeton, Princeton University Press, 1991, J. Bradley, « Subjects into citizens: Societies, Civil Society and Autocracy in Tsarist Russia », *American Historical review*, vol. 107, n° 4, octobre 2002 ; J. Bradley, *Voluntary associations in Tsarist Russia: Science, Patriotism and Civil Society*, Cambridge, Mass., London: Harvard University Press, 2009. L. Heffner, « Civil society, Burgertum i "mestnoe soobščestvo" », *Ab Imperio*, n° 3, 2002 ; E. Kimbell, « Russkoe graždanskoe obščestvo i političeskij krizis v epohu velikih reform 1859-1863 » (« La société civile russe et la crise politique de l'époque des grandes réformes »), in : *Velikie reformy v Rossii 1856-1874* (« Les grandes réformes en Russie 1856-1874 »). Moscou, 1992 ; A.N. Meduševskij, « Formirovanie graždanskogo obščestva: reformy i kontreformy v Rossii » (« La formation de la société civile : réformes et contre-réformes en Russie »), in : *Reformy i reformatory v istorii Rossii* (« Réformes et réformateurs dans l'histoire de la Russie »), Moscou, IRI RAN, 1996.

6. A.S. Tumanova. *Obščestvennye organizacii i russkaâ publika v načale XX veka* (« Les organisations sociales et le public russe au début du XX^e siècle »), Moscou, Novyj hronograf, 2008, p. 20 ; Anastasija Tumanova. *Samoderžavie i obščestvennye organizacii v Rossii, 1905-1917 gody*. Monografija (« L'autocratie et les "associations" en Russie, 1905-1917 » Monographie), Tambov, Izd-vo TGU im. G.R. Deržavina, 2002, 488 p.

7. *Ibid.*, p. 290.

8. David Wartenweiler, *Civil Society and Academic Debate in Russia: 1905-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1999.

dans la modernisation : « Alors qu'une culture dynamique d'associations de citoyens avait pris son essor dans les villes russes, le système autocratique russe empêcha l'émergence d'une véritable sphère publique, institutionnalisée par la loi et des structures politiques concrètes⁹. » Ce n'est qu'après la révolution de février 1917, durant le court épisode libéral incarné par le gouvernement provisoire, qu'est formulé un projet de démocratisation et de reconnaissance du rôle des associations. Le 12 avril 1917, un arrêté sur « les réunions et les unions » est adopté, dont l'article 4 reconnaît que « tous les citoyens russes (*rossijskie*) sans exclusion ont le droit, sans autorisation spéciale, de créer des sociétés et des unions à des fins ne contredisant pas les lois pénales¹⁰ ». Le gouvernement provisoire semble ainsi donner toute sa place à la société civile et contribuer à la transformation « des sujets plongés dans les ténèbres en citoyens rationnels et responsables¹¹ ». Les difficultés économiques et sociales ne lui permettent cependant pas de mener à bien ses projets d'éducation civique de la population. L'espoir d'une démocratisation fondée sur la société civile s'éteint à l'automne 1917. La Révolution d'Octobre met fin au processus de constitution de contrepoids sociaux face au pouvoir de l'État autocratique. « Il semblait qu'un système d'institutions et d'organisations civiles de type européen était en train de se former en Russie. Ce processus fut interrompu par la révolution de 1917, qui ne se contenta pas de renouveler la toute-puissance du pouvoir central et son ingérence dans toutes les sphères de la vie sociale, mais la renforça considérablement » estime Michal Reiman¹². La tentative d'émancipation pré-révolutionnaire fondée sur la société civile semble donc disparaître avec la Révolution.

L'EFFACEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La période qui suit la prise du pouvoir par les bolcheviks est troublée et incertaine. En matière associative, la guerre civile qui dure jusqu'en 1920 puis la période de la Nouvelle Politique Economique (NEP : 1921-1928) est marquée par la répression des associations les plus liées au tsarisme mais aussi par la survie de fait de nombreuses associations encore indépendantes et œuvrant plus ou moins

9. Peter Holquist, « La société contre l'État, la société conduisant l'État : la société cultivée et le pouvoir d'État en Russie, 1914-1921 », *Le mouvement social*, n° 3, 2001, pp. 21-40. Citant L. Engelstein. *The Keys to Happiness : Sex and the Search for Modernity in Fin-de-Siècle Russia*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, p. 6-8.

10. Cité par I. Mersiánova, L. Âkobson, *Institucionalizaciâ graždanskogo občestva...*, *op. cit.*, p. 24.

11. Peter Holquist, « La société contre l'État... », art. cit.

12. Michal Reiman, « La société civile et le système politico-social de l'URSS (Quelques remarques sur un grand problème) », in : Communisme, démocratie, société civile, *Communisme*, n° 8, 1982, p. 55.

sous le contrôle de l'État. Le jeune régime bolchevique lutte contre l'intelligentsia, réunie au sein de cercles et d'associations, qui se sont engagées dans la lutte contre le nouveau pouvoir. C'est le cas des unions de médecins, d'ingénieurs ou d'enseignants qui se mettent en grève. La société médicale Pirogov condamne violemment le coup de force bolchevique. Les professeurs de l'enseignement supérieur refusent de reconnaître le nouveau régime. L'Union pan-russe des ingénieurs entre dans la résistance¹³. En réponse, les actes réglementaires des commissaires du peuple, adoptés au début des années 1920, « limitent singulièrement les possibilités de création et d'action des unions sociales¹⁴ ». Le décret de 1922 « sur les sociétés et les unions » et l'arrêté du 9 mai 1924 sur « Les modalités de confirmation des statuts et d'enregistrement des sociétés et des unions n'ayant pas de but lucratif et ayant une activité sur l'ensemble du territoire de l'URSS et sur le contrôle exercé sur elles¹⁵ » organisent le contrôle d'État sur les associations. En mai 1924, le XIII^e congrès du parti communiste adopte une résolution consacrée au rôle des organisations sociales et le XIV^e congrès insiste sur le renforcement des initiatives sociales et la promotion des sociétés volontaires et des groupements d'action (*kružki*) parmi les paysans et les ouvriers¹⁶. Le régime crée et soutient de nouvelles organisations sociales qui lui sont désormais soumises.

La NEP est une période mixte durant laquelle coexistent encore des associations pré-révolutionnaires et des organisations spécifiquement soviétiques. Celles qui existaient avant la révolution poursuivent leur activité tant qu'elles ne portent pas atteinte aux principes bolcheviques. Ces associations, œuvrant souvent dans le domaine culturel ou scientifique, sont invitées par le régime à s'engager progressivement dans le domaine social. Dans le même temps, des organisations strictement soviétiques sont créées. Il s'agit, par exemple, de la société militaro-scientifique (*voenno-naučnoe obščestvo* – VNO), la Société des amis de la radio, la Société du tourisme prolétarien et des excursions... Les plus connues de ces organisations sont probablement « A bas l'analphabétisme » (*Doloy negramotnost'*), « La ligue des sans-Dieu » (*Souž vojnstvuiščih bezbožnikov*) et l'Union des espérantistes. Les plus hauts dirigeants du parti prennent la tête de ces organisations sociales (M. Kalinine, N. Kroupskaïa, F. Dzerjinski, K. Vorochilov, E. Stasova...). Ces « sociétés volontaires et associations étaient considérées comme intermédiaires dans le sens où elles étaient largement auto-constituées, permettaient une initiative sociale organisée par le bas et se trouvaient hors des structures formelles de l'État » rappelle le chercheur Stephen

13. Michel Heller, Aleksandr Nekrich, *L'utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 45.

14. I. Mersiánova, L. Ákobson. *Institucionalizaciâ graždanskogo obščestva...*, *op. cit.*, p. 24.
15. *Ibid.*, p. 24.

16. Koržina, T.P., *Istoriâ dobrovol'nyh obščestv i souzov SSSR v sovetskoj istoriografii* (« L'histoire des sociétés et des unions volontaires en URSS dans l'historiographie soviétique »), *Voprosy istorii*, n° 3, 1981, p. 115.

Fish¹⁷. Dès la fin de la NEP, cependant, l'autonomie des organisations sociales se réduit. En février 1928, le pouvoir adopte une disposition sur les sociétés et les unions à but non lucratif qui indique que les organes d'État peuvent refuser d'enregistrer une association si ses missions ou ses méthodes contredisent la construction du socialisme. Une opération de ré-enregistrement des associations est engagée¹⁸. En conséquence, à la fin des années 1920, seules les associations placées sous le contrôle direct de l'État et du Parti peuvent continuer à fonctionner.

Si, en 1929, dans la première année du premier plan quinquennal, il reste encore, dans les associations, des adeptes des opinions de gauche, des partisans de Trotski ou des tenants de la « droite »¹⁹, ce pluralisme limité est supprimé au début des années 1930. Trois textes sont successivement adoptés qui placent les organisations sociales sous le contrôle étroit du parti et de l'État. Le 23 avril 1932, un arrêté du Comité central du parti « sur la réorganisation des organisations littéraires et artistiques » conduit à la suppression des différents groupes artistiques et à la création d'une organisation unique pour chaque corporation (Union des écrivains, des compositeurs...). Le 10 juillet 1932, un arrêté du Conseil des commissaires du peuple « Sur la confirmation de la disposition sur les organisations volontaires »²⁰ met en place le système stalinien de régulation idéologique de l'activité civile et établit une hiérarchie pyramidale de contrôle sur les organisations sociales. Ce texte reste en vigueur jusqu'à la fin des années 1980. Enfin, le 7 septembre 1932, un nouvel arrêté « sur l'activité des sociétés et des unions étrangères et internationales en URSS²¹ » précise que ces organisations ne peuvent agir en URSS qu'après la création d'une section dans le pays. Ces textes conduisent à une réorganisation générale des unions sociales. L'un des objectifs prioritaires du stalinisme était d'empêcher l'émergence de toute activité collective indépendante susceptible de critiquer le gouvernement. Pour Michael Bernhard, le stalinisme « a détruit toutes les formes autonomes d'organisations intermédiaires et les a remplacées par des courroies de transmission dont l'objectif était de contrôler la société, de la mobiliser derrière le programme du leader et de transmettre les ordres de haut en bas²² ».

17. Steven Fish, *Democracy from Scratch. Opposition and Regime in the New Russian Revolution*, Princeton NJ, Princeton UP, 1995, p. 31.

18. E.Û. Kopotilova, N.B. Levina, *Dobrovol'nye obščestva Leningrada 1920-h godov* (« Les sociétés volontaires à Leningrad dans les années 1920 »), *Voprosy istorii*, n° 3, 1988, p. 184.

19. Michel Heller, Aleksandr Nekrich, *L'utopie au pouvoir...*, op. cit., p. 221.

20. *Ob utverždenii Položenîâ o dobrovol'nyh obščestvah* (*Sur la confirmation du statut des sociétés volontaires*)

21. « *O porâdke deât'elnosti v predelah Souza SSR inostrannyh i meždunarodnyh obščestv i soûzov* » (Sur les modalités d'activité des sociétés et unions étrangères et internationales dans les frontières de l'URSS). Cité par : Koržina, T.P. *Istoriâ dobrovol'nyh obščestv...*, art. cit., p. 115.

22. Michael Bernhard, « Civil Society after the First Transition : Dilemmas of Post-communist Democratization in Poland and Beyond », *Communist and Post-communist studies*, n° 29, 1996, p. 314.

Aucune organisation n'est en mesure d'être indépendante face à l'État et au parti. En conséquence, à cette période, « Le parti et l'État avaient entièrement colonisé ou réduit les différentes institutions sociales (...). La disparition de la « société civile » était désormais un fait accompli » écrit Marc Ferro²³. Les historiens sont unanimes pour souligner la disparition de toute forme de société civile. Comme le note Marc Ferro, « établissant la liste des facteurs qui caractérisent un régime totalitaire – parti unique, terreur, culte du chef, mystique du pouvoir et, pour le nazisme, racisme – [les études américaines sur le totalitarisme soviétique] ont mis en valeur pour l'URSS un autre phénomène : la destruction de la société civile²⁴ ». Ce dernier trait a finalement supplanté la terreur comme élément central du totalitarisme soviétique, et cette oppression de la société civile en URSS fut définie comme la capacité du régime soviétique à limiter toute action indépendante, et cela dans toutes les sphères d'activités.

Dans le cas soviétique, la destruction des collectifs sociaux favorise l'« atomisation » de la société soviétique souligne Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*²⁵. Analysant les grandes purges staliniennes, elle indique que « l'atomisation de masse de la société soviétique fut réalisée par l'usage habile de purges répétées qui précédaient invariablement la liquidation effective des groupes. Pour détruire tous les liens sociaux et familiaux, les purges sont conduites de manière à menacer du même sort l'accusé et toutes ses relations habituelles, des simples connaissances aux amis et aux parents les plus proches. (...) C'est en poussant cette technique jusqu'à ses limites les plus extrêmes et les plus fantastiques que les dirigeants bolcheviques ont réussi à créer une société atomisée et individualisée comme on n'en avait jamais vu auparavant ». L'atomisation sociale, pensée comme l'antithèse de la société civile, est au cœur de l'analyse totalitaire du régime soviétique. Cette matrice permet de définir, en contrepoint, la société civile comme condition d'existence de la démocratie.

LES LIMITES DE LA SERVITUDE

Après la mort de Staline, avec l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev suivie du XX^e congrès de 1956 qui autorise la critique du stalinisme, des initiatives collectives se développent dans la société soviétique. D'un côté, l'État lui-même revalorise le rôle des organisations sociales qui doivent permettre la mobilisation des citoyens au service du pays. De l'autre, la modernisation économique, l'urba-

23. Marc Ferro, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Ramsay, 1990, p. 75.

24. Marc Ferro (ed.), *Nazisme et communisme, Deux régimes dans le siècle*, Hachette, Paris, 1999.

25. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, vol. 3, *Le Système totalitaire*, Le Seuil, 1972 (1^e éd. en anglais : 1951).

nisation et le développement d'une classe moyenne conduisent de fait à l'émergence de nouvelles solidarités dans la société. Du dégel khrouchtchévien jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, en 1985, deux modèles d'engagement collectif coexistent, l'un officiel (les organisations sociales), l'autre informel (la dissidence). Le rapport de force entre les deux est très fortement déséquilibré. Les organisations sociales comptent des centaines de milliers de membres, la dissidence quelques dizaines. Cependant, les deux expériences sont importantes car elles constituent des références pour les militants de l'après-soviétisme.

Les organisations sociales

Dès son arrivée au pouvoir au milieu des années 1950, Nikita Khrouchtchev renforce le rôle des organisations sociales soviétiques, considérées comme des relais du pouvoir auprès de la société. Cette expérience des organisations sociales mérite d'être soulignée au regard de la politique de l'État russe contemporain à l'égard des associations. En effet, la conception des associations dans la Russie de Vladimir Poutine est souvent comparée, à tort ou à raison, aux organisations sociales de Nikita Khrouchtchev. La résolution du XXI^e congrès du parti en 1959, puis son programme de 1961 soulignent que le développement de la démocratie socialiste dépend de celui des organisations sociales de masse. Le parti s'appuie ainsi explicitement sur les syndicats, le komsomol (Union des jeunesses communistes), les coopératives, les sociétés volontaires, tous considérés comme des organisations sociales²⁶. Cette politique est officiellement poursuivie par Leonid Brejnev à partir de 1964. La résolution du XXIV^e congrès du PCUS de 1971 insiste sur le rôle des organisations sociales dans le fonctionnement du régime. Dans son discours au XXVI^e Congrès en 1981, L. Brejnev rappelle que la Constitution de 1977 « a considérablement renforcé le rôle des organisations sociales dans le développement de notre démocratie²⁷ ». Le parti agit non seulement par voie directe mais aussi par l'intermédiaire de ses organisations sociales²⁸.

Ces dernières jouissent d'une certaine autonomie (elles disposent de leur hiérarchie propre) mais sont soumises au contrôle du parti qui définit leur ligne d'action, sélectionne leurs cadres et exerce un contrôle permanent sur leur activité. Officiellement, en 1988, « il y a en URSS des centaines de sociétés bénévoles (...). Les organisations sociales sont diverses : syndicats, associations de jeunes, de femmes, sportives (...) Les statuts des sociétés fixent les cotisations d'entrée ou d'adhésion, les cotisations mensuelles ou annuelles (...) Les cotisations d'entrée et

26. Koržina, T.P., « Istorîâ dobrovol'nyh obščestv i soûzov SSSR... », art. cit., p. 116.

27. Koržina, T.P., « Istorîâ dobrovol'nyh obščestv i soûzov SSSR... », art. cit., p. 114.

28. T. Lowitt, « Le parti polymorphe en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, août-octobre 1979, vol. 29, n° 4-5.

annuelles des sociétés sportives se réduisent à 30 kopecks : c'est environ le prix d'une bouteille d'eau minérale²⁹ ». Aux organisations sociales s'ajoutent les organes de l'auto-administration sociale qui regroupent les comités ruraux, de quartiers, d'immeubles, les comités de parents, de femmes ou les conseils près des établissements médicaux et culturels, les mouvements volontaires de maintien de l'ordre social (*družiny*)... L'activité de ces groupes présente un caractère local et limité mais représente néanmoins des formes originales d'auto-organisation sociale, sous le contrôle du parti³⁰.

Le développement des organisations sociales suscite à l'époque des débats entre les observateurs de l'Union soviétique. Pour les détracteurs du régime, ces organisations ne sont que des façades sans contenu. Leurs nombreux membres paient des cotisations symboliques pour sauvegarder leur respectabilité communiste aux yeux de l'administration mais sans s'engager réellement dans ces mouvements. À la sortie de la période soviétique, les critiques contre les associations officielles s'expriment ouvertement : « les organisations sociales étaient des institutions décoratives dont la fonction consistait essentiellement à collecter les « cotisations » de leurs membres pour assurer leur fonctionnement et donner du travail à des fonctionnaires soviétiques vieillissant ou tombés en disgrâce³¹ ». Seuls quelques historiens et sociologues de la fin des années 1970 manifestent un intérêt pour ces organisations. Marc Ferro estime qu'au fil du temps les organisations sociales constituent des micro-espaces d'autonomie :

ces institutions sociales commencent, dès avant la seconde guerre mondiale, et d'abord de façon très modeste, à soustraire à l'État une infime partie de sa compétence. Par exemple, (...) créée en 1947 à l'initiative d'écrivains, *Znamia* est bientôt investie de responsabilités éditoriales ou autres, naguère dépendantes du ministère de la Culture. Cette micro-autonomie de gestion ne met pas en cause les principes du régime, mais elle se développe à grande allure avec la multiplication des associations autorisées dans le domaine sportif, musical, culturel... La multiplication de ces aires d'autonomie n'exclut pas la subordination bureaucratique au Parti : ces aires n'en existent pas moins qui secrètent une capacité d'agir effective même si elle est délimitée. Elle finit par se manifester dans le domaine de la culture et des idées. Le système devient poreux³².

Les historiens notent donc l'existence d'espaces de délibération autonome au sein même des institutions officielles. Ils soulignent cependant les limites de cette autonomie qui ne peut porter des formes d'opposition à l'État.

29. « Les organisations publiques », in : *URSS '88. Annuaire*, Agence de presse Novosti, 1988, p. 147.

30. I. Mersiánova, L. Âkobson, *Institucionalizaciâ graždanskogo občestva...*, *op. cit.*, p. 27.

31. Boris Žukov, *Social'no-ekologičeskij Soûz*. (« L'Union socio-écologique »), 2004.

32. Ferro, Marc, *Les origines de la perestroïka...*, *op. cit.*, p. 77.

La dissidence

La deuxième expérience importante de la période khrouchtchévienne est la constitution de réseaux dissidents dans la société soviétique. La mémoire de cette expérience est très vivante dans la Russie post-soviétique, de nombreux dissidents étant désormais à la tête d'associations importantes de défenseurs des droits de l'homme. Dans l'URSS des années 1960, l'abandon de la terreur d'État permet la constitution de petits groupes de citoyens soucieux de lutter légalement et pacifiquement contre le régime. Leur engagement n'est pas nécessairement politique, il repose plutôt sur un refus du conformisme et la volonté d'affirmer leur indépendance personnelle, professionnelle et civique. Malgré les répressions du pouvoir qui les oblige à la clandestinité, les dissidents élargissent leur influence grâce à la diffusion de publications en samizdat et à l'écoute des radios occidentales. À partir des années 1960, les dissidents sont souvent considérés comme les précurseurs de la société civile. Pour Cécile Vaissié, « En faisant renaître l'intelligentsia russe, la dissidence la met définitivement à mort pour donner naissance à une société civile. (...) Face au pouvoir, chaque dissident affirme sa responsabilité personnelle dans les affaires de l'État³³. » Sergei Kovalev, militant des droits de l'homme issu de ce mouvement, lui-même emprisonné à la période soviétique, affirme que « L'idée de la société civile, des institutions de la société civile existait chez les dissidents bien avant la perestroïka »³⁴. La dissidence semble incarner une possible société civile en Union soviétique répondant à la fois à une exigence d'émancipation à l'égard de l'État, à une volonté de normalisation légale de l'action protestataire par le recours au droit et à une revendication civique au-delà des intérêts particuliers. Cependant, dans un contexte marqué par la domination du parti-État et l'absence d'État de droit, le civisme n'est le fait que d'un groupe limité de citoyens qui peinent à incarner un mouvement massif. Pour Moshe Lewin, « la dissidence n'est pas un phénomène de masse, elle est le fait d'individus qui n'ont pas de programme de changement à offrir à la société³⁵ ». Considérer la dissidence comme le fondement d'une société civile soviétique est probablement abusif. Comme le note Alexis Berelowitch, « il serait trop facile, bien que tentant, de voir, comme l'on fait certains, dans ces groupes d'amis, dans ces discussions dans les couloirs des instituts et les cuisines des appartements une sorte de société civile embryonnaire³⁶ ». La notion de société civile suppose l'existence d'une masse active de

33. Cécile Vaissié, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Laffont, 1999, pp. 348-349.

34. S.A. Kovalev, *O vremenni i lûdâh. O dissidentah šesidecâtÿh-vos'midecâtÿh godov* (« Sur l'époque et les gens. Les dissidents des années 1970 et 1980 »). http://www.hro.org/editions/kovalev/kov5_2.htm

35. Interview de Moshe Lewin dans *L'Humanité* à l'occasion de la sortie du « Siècle soviétique ». <http://www.humanite.fr/journal/2003-03-20/2003-03-20-319164>

36. Alexis Berelowitch, « Le soviétisme ordinaire », in : Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, p. 84.

citoyens dégagés de leurs liens de familiarité et engagés dans la recherche du bien commun. Or, l'étude de la dissidence montre la diversité des références morales et pratiques que ces militants convoquent, relativisant leur engagement proprement civique³⁷. La partie la plus active de la dissidence (et notamment les éditeurs de la *Chronique des événements en cours – Hronika tekouščih sobytij*) n'ont pas d'idée précise de l'étendue du mouvement d'opposition au régime qui existe en URSS. La quantité de groupes d'opposition enregistrés par le samizdat, c'est-à-dire connue des dissidents-éditeurs, est largement inférieure à la quantité de groupes anti-soviétiques enregistrés à la même période par les organes du KGB³⁸. En dépit de ces limites numériques, le mouvement dissident est important pour comprendre les évolutions politiques de la période post-soviétique. Ses membres sont très actifs dans les débats de la perestroïka. Leur action est fondée à la fois sur la lutte contre l'État autoritaire (pour la démocratie) et contre le communisme (pour le marché). Les dissidents élaborent en Russie un positionnement politique qui relève ainsi d'une vision libérale des relations économiques et sociales et se retrouve dans les prises de position de la majorité des défenseurs des droits de l'homme dans la Russie post-soviétique.

La majorité silencieuse

Au-delà du cercle étroit des dissidents, certains observateurs évoquent l'existence d'une vaste « majorité silencieuse » qui les soutiendrait implicitement. En août 1974, l'écrivain A. Galitch, qui vient d'émigrer d'URSS, propose d'utiliser le terme de « résistance » et même celui de « résistance silencieuse » pour qualifier les dizaines et les centaines de milliers de personnes qui constituent la base sur laquelle a pu se développer l'action des dissidents actifs. Sans cet arrière-fond, les dissidents n'auraient pas pu exister³⁹. L'idée sous-jacente est que les dissidents ne constituent qu'un petit groupe visible au sommet d'un mécontentement social largement partagé mais invisible. La dissidence n'est que la partie émergée de l'iceberg du mécontentement social face au régime. L'historien V.A. Kozlov propose l'utilisation du terme de « sédition » (*kramola*) pour désigner l'ensemble des

37. Tchouikina S., « Anti-Soviet Biographies: The Dissident Milieu and its Neighbouring Milieux », in R. Humphrey, R. Miller, E. Zdravomyslova (ed.), *Biographical Research in Eastern Europe. Altered Lives and Broken Biographies*, Aldershot : Ashgate, 2003, pp. 129-139.

38. Savel'ev A.V. *Političeskoe svoeobrazie dissidentskogo dviženija v SSSR 1950-1970 godov* (« L'originalité politique du mouvement dissident en URSS 1950-1970 »), *Voprosy istorii*, n° 4, 1998, p. 111.

39. Galitch A. *Â vybiraû svobodu* (« Je choisis la liberté »), *Glagol*, n° 3, 1991. Cité par V. A. Kozlov. *Rossijskaâ Civilizaciâ. Kramola : inakomyslie v SSSR vo vremena N. Hruščeva i L. Brežneva* (Po materialam Verhovnogo suda i Prokuratury SSSR) (« La civilisation russe. La sédition : la pensée alternative dans l'URSS de Khrouchtchev et Brejnev »), *Obščestvennye nauki i sovremennost'*, n° 3, 2002, p. 75.

personnes engagées à des titres divers dans la lutte contre le régime. Il désigne ainsi l'ensemble des mouvements de protestation qui se développent dans le pays après la mort de Staline : l'agitation anti-russe des Tchétchènes, les mouvements anti-sémites et chauvinistes russes, les courants communistes révisionnistes et les réseaux fascistes, les partisans de la monarchie et les adeptes du capitalisme. « S'exprimant sans l'autorisation du Comité central du PCUS, ces personnes s'exprimaient contre le pouvoir en tant que tel et contre son monopole politique. C'est pourquoi il convenait de les disperser, de les supprimer ou de les « remettre en ordre⁴⁰. » V. A. Kozlov associe implicitement les dissidents et toutes les protestations qui se développent contre le régime, qu'elles soient humanistes ou xénophobes, universelles ou particulières.

Selon Nicolas Werth, « après 1964, le pouvoir gère le quotidien, et tente de maintenir le *statu quo* dans un monde et une société qui changent. Il ne voit pas l'émergence d'une société civile pleinement constituée⁴¹ ». Moshe Lewin définit la société civile

comme l'agrégat de réseaux et d'institutions qui soit existent et agissent indépendamment de l'État, soit émanent de l'État tout en élaborant de manière autonome leur point de vue sur des questions d'intérêt local ou national, puis tentent de convaincre leurs membres, les petits groupes et, en fin de compte, les autorités. Ces complexes sociaux ne s'opposent pas nécessairement à l'État mais existent en tant que contreparties directes des organisations d'État et jouissent d'un certain degré d'autonomie. (...) Le concept d'une société civile fonctionnant au cœur même du bastion de l'étatisme – parmi de larges couches de fonctionnaires, de « leaders d'opinion », politique et jusque dans l'appareil du Parti – lance un défi certain aux idées reçues sur l'État soviétique. Mais c'est un concept nouveau pour une situation nouvelle⁴².

Pour les sociologues, le développement des initiatives collectives est la conséquence de la modernisation sociale (urbanisation, augmentation du niveau d'éducation et de vie) et le signe d'une convergence avec les sociétés ouest-européennes. L'urbanisation crée une société plus complexe dans laquelle les citoyens éduqués cherchent à représenter leurs intérêts⁴³. Elle produit des citoyens qui sont plus indépendants et critiques. L'augmentation du niveau d'éducation renforce le sens de l'autonomie personnelle et de la capacité d'initiative individuelle⁴⁴. L'URSS passe d'une société agraire à une société industrialisée et urbanisée avec une structure sociale plus différenciée et une classe moyenne en

40. *Ibid.*, p. 77.

41. Nicolas Werth, « Histoire de l'URSS. Enjeux historiographiques et débats récents », Conférence pour l'APHG Caen, 15 octobre 1998. <http://aphgcaen.free.fr/werth.htm>

42. Cité par Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 2004, p. 505.

43. Moshe Lewin, *The Gorbachev Phenomenon : A Historical interpretation*, Berkeley, University of California Press, 1991.

44. S. Frederick Starr « The Soviet Union : A Civil Society », *Foreign Policy*, n° 70, printemps 1988, pp. 28-31.

développement⁴⁵. Constatant ces évolutions sociales, le chercheur américain Frederick Starr estime, en 1990, que l'URSS va prochainement parvenir à « une société civile... et à un système démocratique ouvert, fondé sur la loi et non sur la force et pleinement compatible avec ceux prévalant de l'Océan Atlantique à l'Anatolie et de Lapland à la Sicile⁴⁶ ». À la fin des années 1980, un grand optimisme règne quant au développement de la société civile en URSS.

CONCLUSION

Plus que l'héritage stalinien lui-même, souvent considéré comme une parenthèse totalitaire dans l'histoire du soviétisme, la période qui va de 1953 à la mort de Brejnev en 1981 constitue une référence historique importante pour comprendre la société civile dans la Russie contemporaine. Les années 1960 et 1970 voient émerger des formes diverses de solidarités et d'engagements dans la société soviétique. Deux modèles principaux s'opposent, avec, d'un côté, les organisations sociales officielles (que l'on pourrait aujourd'hui qualifier, de façon un peu anachronique, de GONGOS : Organisations non-gouvernementales organisées par le gouvernement) et de l'autre, les mouvements dissidents, précurseurs des associations indépendantes de défense des droits de l'homme. Au-delà de leur antagonisme à la période soviétique, ces deux modèles de l'organisation sociale et de la dissidence constituent, pour la période post-soviétique, des points de repères pour comprendre la société civile en Russie. S'y ajoute une multitude de formes d'engagement ou de résistance sociale informelle ou implicite. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev prend le pouvoir en 1985, il dispose de cet héritage contrasté et contradictoire pour tenter de construire une politique de réforme cohérente des relations entre l'État et la société.

45. Gail W. Lapidus, « State and Society : Toward the Emergence of a Civil Society in the Soviet Union », in : Seweryn Bialer (ed.), *Politics, Society and Nationality inside Gorbachev's Russia*, Boulder, Westview, 1989.

46. Cité par : Steven Fish, *Democracy from Scratch... op. cit.*, p. 18.

La société civile entre deux États

À partir de 1985, les équilibres sociaux et politiques qui caractérisaient l'URSS sont remis en question. La politique de Mikhaïl Gorbatchev, nommé premier secrétaire du Parti, ouvre une période d'expérimentation riche et complexe dans la société. Des pratiques à la conjonction de l'autoritarisme et de la démocratie, du communisme et du marché se développent. Elles favorisent l'émergence de mobilisations sociales originales et inventives, souvent trop rapidement réunies derrière l'expression « réveil de la société civile ». Pour Sergei Kovalev, dissident et défenseur des droits de l'homme, « Les années 1987-1989 ont vu le développement de l'activisme social de masse. (...) La glasnost octroyée par en haut s'est transformée dans la société en liberté de pensée. Les organisations sociales informelles (*neformal'nye*) sont apparues et se sont multipliées, donnant naissance à la société civile »¹. M. Gorbatchev est ainsi entré dans l'histoire comme le père (probablement involontaire) de la société civile russe. Comme l'explique l'historienne Marie-Pierre Rey, « À l'origine soucieux de réformer le pays pour en enrayer le déclin économique, le Secrétaire Général du PCUS se lance peu à peu dans une révolution politique et sociale autant que culturelle. Glasnost et perestroïka sont à l'ordre du jour ; le pouvoir s'engage dans une remise en cause du fonctionnement socialiste de l'économie, s'oriente vers l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste et accorde à une société civile avide de changements des libertés inédites »². Dans les faits, les pratiques collectives qui se développent durant la perestroïka sont difficilement réductibles aux modèles caractéristiques des sociétés civiles occidentales. L'engagement citoyen a lieu dans des lieux et sous des formes souvent improbables. Dans un premier temps, les organisations sociales soviétiques servent d'incubateurs aux mouvements civiques indépendants (de 1986 à 1989). Dans un second temps (de 1989 à 1991), les groupes de citoyens se transforment en mouvements sociopolitiques, à mi-chemin entre les associations et les partis politiques. Enfin, ces nouveaux mouvements, à la recherche de financements, mènent des expériences économiques qui les rapprochent parfois de l'entrepreneuriat. Entre société, politique et économie, les mouvements collec-

1. S.A. Kovalev, Puti Rossii, Dva lika Ânusa. Vystuplenie na meždunarodnoj konferencii posvâščennoj 10-letiju načala perestrojki v SSSR (« Les voies de la Russie. Les deux faces de Janus »), Gênes, mars 1995. http://hro.org/editions/kovalev/kov2_5.htm

2. Marie-Pierre Rey (dir.), *Les Russes. De Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005.

tifs russes élaborent un mode original de fonctionnement au sein de l'État soviétique en réforme.

LA MODERNISATION DES ORGANISATIONS SOCIALES

Le projet gorbatchévien, au départ, n'est pas un projet de développement de la société civile. L'enthousiasme occidental pour cet aspect des réformes est fondé sur un malentendu. Si le premier secrétaire cherche à réformer le pouvoir soviétique, il n'emploie lui-même jamais le terme de « société civile ». Il tente plutôt de dynamiser les organisations sociales soviétiques et de susciter de nouvelles coopérations entre le parti communiste et les acteurs sociaux qui émergent. Les mouvements collectifs qui se développent durant la perestroïka sont tolérés par le pouvoir qui contrôle leur action. Ce contrôle est d'autant plus aisé que, à l'exception des organisations sociales, les initiatives informelles ne disposent d'aucun statut officiel. De 1987 à 1990, dans un contexte où la législation sur les associations est encore lacunaire et où les expérimentations économiques et politiques sont imposées par l'État, le jeu associatif reste dominé par les organisations officielles.

Des initiatives sociales au service du parti et de l'État

Dès 1985, M. Gorbatchev et les réformateurs qui l'entourent réfléchissent à la nécessité de redonner des libertés à la population. Lors du plénum du Comité central d'avril 1985, le premier Secrétaire annonce la « nécessité de nouveaux changements, d'un nouvel état qualitatif de la société, et ceci dans la plus large acception du terme (...). Il s'agit de dynamiser l'ensemble des institutions politiques et sociales, d'approfondir la démocratie socialiste et l'autogestion populaire³ ». La liberté de parole dans la société est encouragée dans le cadre de la *glasnost*⁴ (transparence) afin de lutter contre les pesanteurs au sein du parti et de l'administration⁵. Lors du XXVII^e Congrès du PCUS de 1986 et du plénum de janvier 1987 du Comité Central, la décision de lancer la *glasnost* et de réformer le parti est adoptée officiellement. Dans cette perspective, M. Gorbatchev s'appuie

3. Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Paris, Éditions du Rocher, 1995, p. 229.

4. Ce terme était présent dans le vocabulaire politique russe depuis les réformes d'Alexandre II dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Sous Alexandre II, le terme de *glasnost* signifie la publicité de la prise de décision de certains organes du pouvoir et notamment des tribunaux, dans le cadre de la réforme de la justice.

5. En russe, cependant, le terme de *glasnost* se différencie du terme « liberté de parole » (*svoboda slova*) en ce qu'il suppose une autorisation préalable du pouvoir à s'exprimer. <http://shkola.lv/index.php?mode=lsntheme&themeid=166&subid=72>

sur les organisations sociales soviétiques : « Toutes les organisations sociales, tous les collectifs de production et les unions artistiques ainsi que les nouvelles formes d'action des citoyens et la résurgence de formes oubliées doivent fonctionner à plein rendement pour nous permettre de réussir »⁶. Avec l'autorisation du Parti, des groupes divers sont créés dans les villes et régions de l'URSS, généralement sur la base des organisations sociales existantes. Les nouveaux groupes qui se créent ainsi affirment leur soutien à la politique de réforme du Premier secrétaire. En 1987, 47 associations non officielles représentées par 600 délégués tiennent à Moscou une rencontre-dialogue appelée « Initiatives de la société dans la perestroïka ». Cette réunion a lieu avec l'assentiment du Comité moscovite du PCUS présidé par Boris Eltsine. La rencontre s'achève par la rédaction d'une résolution où les participants s'engagent à respecter les idéaux du socialisme et de la démocratie : « Nous, représentants des organisations d'initiative sociale, réunis pour la première rencontre-dialogue d'information, déclarons soutenir le processus de restructuration engagé par le PCUS dans tous les domaines et être prêts à y prendre une part active⁷... »

Les mouvements émergent avec le soutien des cercles réformateurs du parti, des institutions académiques, des organisations sociales ou des journaux liés au parti. Même une association comme Memorial, dédiée à la mémoire des victimes du stalinisme, généralement considérée comme un symbole de l'émergence d'une société civile en URSS, naît en 1987 de la création, au sein du club de discussion « Perestroïka démocratique », d'une section historique grâce au soutien d'organisations sociales comme l'Union des cinéastes, l'Union des architectes et l'Union des artistes⁸. Cette section se sépare rapidement du club et se nomme « Groupe Memorial ». À partir de ce moment et dans les mois qui suivent, beaucoup de membres actifs de la dissidence entrent dans ce club : Sergueï Kovalev, Larissa Bogoraz, Arseni Roginski, Aleksandr Daniel⁹... À la suite de la XIX^e conférence du parti, à l'été 1988, plusieurs hommes politiques réformateurs, et notamment B. Eltsine, entrent dans le conseil de direction du mouvement. Créé initialement dans le cadre officiel des organisations sociales, le groupe Memorial acquiert progressivement son autonomie à l'égard de l'État mais attire aussi des hommes politiques réformateurs. En province, les initiatives sociales sont généralement liées à la réforme du parti. Pour ne prendre que quelques exemples, à l'Université d'État de Tomsk, en Sibérie, une Union de soutien à la perestroïka révolutionnaire est créée en juillet 1988. Elle veut

6. Mikhaïl Gorbatchev, *op. cit.*, p. 229.

7. Cité par Roberte Berton-Hogge, « La jeunesse soviétique et la perestroïka », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 586, 24 juin 1988, p. 44.

8. Institut massovyh političeskikh dviženij, *Rossijâ. Partii. Associacii. Souzy. Kluby*. Spravočnik, tome 1, Moscou, 1991, p. 62. Cet annuaire est publié par V. Berezovski et N. Krotov et édité par l'Institut des mouvements politiques de masse de l'Université russo-américaine.

9. Pravozaščitnoe dviženie v Rossii. Kollektivnij portret (« Le mouvement des défenseurs des droits de l'homme en Russie. Un portrait collectif »), OGI, Moscou, 2004, p. 173.

encourager les forces qui, au sein du PCUS, luttent pour la réforme du système bureaucratICO-administratif. À Barnaul, dans l'Altaï, la Société des partisans actifs de la perestroïka¹⁰ est créée au début de l'année 1989 à l'initiative d'un enseignant de la chaire d'histoire universelle de l'Université. À ses débuts, cette association compte une cinquantaine de membres, essentiellement issus des établissements d'enseignement ou du journalisme. Elle voit ensuite ses effectifs augmenter, ouvre des filiales à Biïsk, Gorno-Altaiïsk et dans d'autres villes de la région, atteignant les 500 membres. L'association se donne pour but de développer la démocratie socialiste¹¹. En 1991, un annuaire des partis, clubs et associations en URSS recense 457 organisations¹² mais rappelle que « les cercles et les clubs informels politisés, nés des initiatives de soutien à la perestroïka venues d'en bas, ont été des partenaires de la direction politique centrale dans la lutte contre la bureaucratie opposée aux réformes »¹³.

Le contrôle des initiatives indépendantes

Durant les premières années de la perestroïka, le pouvoir gorbatchévien conserve des instruments de contrôle sur les organisations sociales et les mouvements informels qui se développent dans le pays. Pour ne prendre que quelques exemples, dans une note du 4 décembre 1987, quatre membres du Politburo (dont Edouard Chevardnadzé) s'inquiètent de la tenue à Moscou d'un séminaire des organisations sociales indépendantes consacré au processus d'Helsinki. Ils estiment qu'il s'agit d'une provocation qui doit profiter aux organisateurs et à leurs partenaires étrangers. Ils refusent en conséquence la mise à disposition d'un local pour l'organisation de ce séminaire et l'octroi de visa pour les partenaires étrangers souhaitant y participer¹⁴. Autre exemple, en 1988, Sergei Grigoriant, rédacteur en chef du journal *Glasnost*, est détenu pendant plusieurs jours. Mikhaïl Gorbatchev explique : « Notre peuple sait que l'organisation de Grigoriant est liée à l'Occident non seulement au plan organisationnel mais également au plan financier (...) C'est pourquoi on la considère chez nous comme un corps étranger qui profite des

10. *Obščestvo aktivnyh storonnikov perestroïki – OASP*.

11. M. Bogdanova, *Samizdat i političeskie organizacii Sibiri i Dal'nego Vostoka* (« Le samizdat et les organisations politiques de Sibérie et d'Extrême Orient »), Moscou, 1991. Cité par Velicko, S.A., « Perestroïka v SSSR (1985-1991) i intelligenciâ Sibiri » (« La perestroïka en URSS et l'intelligentsia de Sibérie »). *Intelligenciâ i mir*, n° 1, 2007.

12. Parmi ces groupements, se trouvent : 2 associations internationales, 85 organisations fédérales, 47 républicaines, 13 interrégionales, 45 régionales et 265 locales.

13. Institut massovyh političeskikh dviženij, *Rossiâ. Partii. Associacii. Souzy. Kluby*, Spravočnik, tome 1, Moscou, 1991, p. 5.

14. Ekspertnoe zaključenie k zasedaniû konstitucionnogo suda RF (« Conclusion des experts pour la réunion de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie »), 26 mai 1992. <http://www.memo.ru/HISTORY/exp-kpss/Chapter7.htm>

processus démocratiques de la réorganisation »¹⁵. Enfin, en juillet 1989, une note du président du KGB est envoyée au Comité central à propos « du projet des éléments anti-sociaux d'organiser à Moscou un séminaire international sur « Le KGB et la perestroïka ». Le président du KGB y voit la main des dissidents soviétiques mais aussi des défenseurs des droits de l'homme étrangers et des nationalistes juifs qui voudraient, « sous couvert de *glasnost* et de démocratisation », discréditer le KGB. Ayant pris connaissance de cette note, M. Gorbatchev décide : « Il faut simplement empêcher cette rencontre¹⁶. » À travers ces quelques exemples, le contrôle du parti sur les initiatives civiles en Union soviétique apparaît clairement. Jusqu'en 1989, aucun acteur autre que le parti-État n'est présent face aux associations. Les partis politiques indépendants, les entrepreneurs privés ou les ONG internationales ne sont pas encore des interlocuteurs autorisés face aux organisations sociales.

Cependant, au fil des mois, le pouvoir doit reconnaître les libertés croissantes acquises par les initiatives sociales dans le pays. De nombreux groupes de revendication se développent en effet en dehors des cadres officiels. Jusqu'en 1990, ces mouvements ne disposent pas de statut officiel car aucune loi sur les associations n'existe. Les mouvements sont précisément dits « informels » car ils ne disposent pas de cadre juridique clair pour se constituer en associations. Pour C. Sigman, « le pouvoir trouve avantage à l'existence de ce flou : n'ayant pas de statut juridique, les organisations informelles ne peuvent pas réclamer de droits (créer des journaux...). Elles restent dépendantes des ressources administratives et soumises aux contraintes imposées par les organisations sociales qui les abritent¹⁷ ». Si le parti renonce à la répression directe et violente de ces initiatives sociales, il tente cependant de conserver le contrôle sur les nouvelles initiatives des citoyens.

LA POLITISATION DES NOUVELLES ASSOCIATIONS

À partir de 1989, la transformation du jeu politique par l'organisation d'élections semi-libres marginalise les organisations sociales soviétiques alors que les mouvements sociopolitiques, indépendants du parti et de l'État, se développent. En matière associative, l'année 1990 constitue une rupture importante. À partir de cette date, les citoyens peuvent constituer des associations indépendantes du parti communiste. Un espace associatif se développe, dans un contexte marqué par l'affaiblissement de l'État soviétique et le renforcement du pouvoir de Boris Eltsine en Russie.

15. Propos rapportés par Basile Kerblay, *La Russie de Gorbatchev*, Paris, La Manufacture, 1989, p. 175.

16. Ekspertnoe zaključenie k zasedaniû konstitucionnogo suda RF, 26 mai 1992. <http://www.memo.ru/HISTORY/exp-kpss/Chapter7.htm>

17. Carole Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Paris, Karthala, 2009, p. 217.

L'émancipation des associations

Dans l'évolution du régime soviétique, la rupture politique importante a lieu en 1989 lorsque les autorités acceptent la modification de la loi électorale et introduisent des éléments de pluralisme politique. Bien que cette transformation ne soit que partielle, elle conduit à une réorganisation des équilibres politiques dans le pays. Le parti communiste renonce à son contrôle total sur la sélection des candidats aux élections législatives de 1989 et reconnaît la pluralité possible des candidatures. En 1989, selon la loi, 1500 députés sont élus au suffrage universel direct et 750 par les organisations sociales, dont 100 par le PCUS (le parti est considéré comme une organisation sociale). Comme le souligne la juriste Anne Gazier, « cette élection des 750 députés par les organisations sociales, destinée notamment à rassurer les cadres du Parti, est indéniablement l'aspect le moins démocratique de la réforme. Toutefois, il ne faut pas oublier que c'est grâce à ce système qu'Andreï Sakharov a été élu député : il fut, en effet, l'un des représentants de l'Académie des sciences¹⁸ ». Le physicien et dissident, membre du groupe Memorial, entre ainsi dans les instances politiques officielles. À l'inverse, lors du scrutin semi-libre de mars 1989, de nombreux représentants du parti sont battus tandis qu'environ 400 « démocrates » sont élus. Ces élections sont généralement considérées comme un tournant dans la transformation du régime soviétique.

La libéralisation du système électoral contribue au discrédit du parti et des organisations sociales qu'il contrôlait. Les tensions se développent au sein du PCUS, où s'affirment clairement différentes tendances idéologiques et politiques : aile réformiste, aile démocrate représentée par la « Plateforme démocratique du PCUS » et aile communiste orthodoxe¹⁹. À partir de 1990, le parti perd un grand nombre d'adhérents. Des personnalités politiques importantes comme Boris Eltsine, Gavriil Popov et Anatoli Sobtchak le quittent. La révision constitutionnelle du 14 mars 1990 amende l'article 6 de la Constitution soviétique et met fin au rôle dirigeant du parti²⁰. La loi « Sur les unions sociales » (« *Ob obščestvennykh ob'edineniâh* ») du 9 octobre 1990²¹, adoptée à l'initiative des députés soviéti-

18. Anne Gazier, « Le bouleversement des institutions et de la vie politique », in : Dominique Colas, *L'Europe post-communiste*, Paris, PUF, 2002, p. 138.

19. Politicheskie partii. Začem oni nužny? (« Les partis politiques. Pourquoi sont-ils nécessaires ? »), *Politprosvet*, n° 10, octobre 2005. http://sr.fondedin.ru/new/fullnews_arch_to.php?subaction=showfull&id=1130135934&archive=1130138106&start_from=&ucat=14& (consulté le 24 avril 2012).

20. L'art. 6 de la Constitution est désormais rédigé comme suit : « Le Parti communiste de l'Union soviétique, les autres partis politiques ainsi que les organisations syndicales, les organisations de jeunes, les organisations sociales et les mouvements de masse, par l'intermédiaire de leurs représentants élus dans les soviets des députés du peuple et sous d'autres formes participent à l'élaboration de la politique de l'État soviétique, à la direction des affaires de l'État et des affaires de la société », Anne Gazier, « Le bouleversement des institutions et de la vie politique », in : D. Colas (dir.), *L'Europe post-communiste...*, op. cit., p. 144.

21. Le texte de cette loi a été publié dans : *Vedomosti SND i VS SSSR*, 17 octobre 1990, n° 42.

ques réformateurs, autorise l'enregistrement officiel des mouvements informels sous forme d'associations. Cette loi définit les unions sociales comme « des formations volontaires, naissant de la libre initiative des citoyens, réunit sur la base de leur intérêt commun » pour réaliser et défendre leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et participer à la gestion des affaires publiques et sociales. Créées par un groupe d'au moins dix citoyens de l'URSS (des citoyens étrangers peuvent aussi en être membres) à la suite d'un congrès constitutif ou d'une assemblée générale, ces nouvelles associations disposent de statuts internes et forment des organes de direction. Leur enregistrement est assuré par le ministère de la Justice de l'URSS dans un délai de deux mois après le dépôt des documents réglementaires. Il ne peut être refusé que si l'organisation ne respecte pas les termes de la loi ou si une organisation est déjà enregistrée sous le même nom. L'ingérence des organes d'État et des fonctionnaires dans l'activité des unions sociales tout comme l'ingérence des unions sociales dans l'activité des organes d'État et des fonctionnaires est interdite. Les associations peuvent pratiquer une activité économique si les bénéfices de cette activité ne sont pas répartis entre les membres de l'association mais utilisés à des fins communes. Elles peuvent aussi posséder des biens mobiliers et immobiliers, recevoir des dons, entretenir des relations avec des organisations internationales et conclure des accords avec elles.

Cette loi permet la légalisation des mouvements informels, sous forme de partis politiques ou d'associations²². Relèvent en effet de la loi les partis politiques, les unions professionnelles (syndicats), les organisations sociales (de femmes, d'invalides, de vétérans, d'enfants...), les organisations scientifiques, sportives, culturelles ou les groupements régionalistes (*zemplâcestva*). Ce texte reprend en partie les règles soviétiques qui faisaient du parti communiste comme du *Komsomol* des organisations sociales mais élargit l'acception de ce dernier terme et permet l'apparition de groupements et de partis indépendants du PCUS. La loi de l'URSS « Sur les unions sociales » entre en vigueur au 1^{er} janvier 1991. Elle est décisive pour le devenir des groupements informels apparus avec la perestroïka. Comme l'écrit V. Sperling, à partir d'octobre 1990, « il devient légal de créer une organisation « informelle » et de l'enregistrer auprès du gouvernement sovié-

22. En France, jusqu'en 1958, les partis politiques n'ont fait l'objet d'aucune reconnaissance officielle. Ils sont de simples associations loi 1901 au même titre que les clubs de pétanque ou de philatélie. La Constitution de 1958 reconnaît les partis politiques mais ne leur donne pas de statut. (Article 4 de la Constitution : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »). Il y a donc un principe de liberté complète entourant la formation et le développement des partis politiques. Il n'y a pas de contrôle (à la différence de l'Allemagne par exemple). Ce sont les scandales liés au financement des partis politiques dans les années 1980 qui ont conduit le législateur à adopter un statut des partis politiques en 1988. Néanmoins, la définition d'un parti politique demeure vague (Pour le Conseil d'État : « Constitue un parti politique l'association qui se soumet à la législation sur le financement des partis politiques »).

tique²³ ». Dans le domaine de la défense des droits de l'homme, les grandes organisations qui sont aujourd'hui encore actives (et que nous étudions dans la troisième partie de cet ouvrage) ont été créées en vertu de cette loi. Memorial tient sa conférence constitutive en 1990. Le Comité des mères de soldats de Russie est enregistré auprès du ministère de la Justice en 1991. À Saint-Petersbourg, l'association de défense des droits de l'homme « Contrôle civique » est enregistrée en 1992. Le Groupe Helsinki de Moscou, en vertu de ses statuts adoptés en 1993, est enregistré comme organisation sociale. Cette liste, qui pourrait être longuement complétée, témoigne de l'importance de la loi de 1990 dans la structuration du paysage associatif en URSS / Russie.

La nouvelle loi s'applique aussi aux anciennes organisations sociales soviétiques, qui sont désormais placées sur un pied d'égalité juridique avec les nouvelles associations indépendantes. Les organisations soviétiques doivent être ré-enregistrées auprès du ministère de la Justice et disposer de statuts officiels, ce qui nécessite la publication de leurs documents fondateurs²⁴. De nombreuses organisations sont ainsi obligées de s'adresser au Comité central du PCUS pour obtenir des documents classifiés. Par exemple, en mai 1991, le président de l'Union des sociétés scientifiques et d'ingénieurs de l'URSS obtient du Comité central une copie certifiée conforme de l'arrêté du Politburo de janvier 1988 créant cette organisation. Le Comité soviétique pour la solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique se trouve dans une situation similaire et obtient son texte de création de 1956²⁵. À l'issue de ce processus d'enregistrement, la loi de 1990 reconnaît l'égalité de toutes les associations en droit. L'enregistrement leur permet d'ouvrir des comptes en banque, de louer des bureaux et de publier des informations en leur nom. Certes, beaucoup d'autres groupes continuent à exister de façon non officielle²⁶ mais les avantages juridiques donnés par le statut de « personne morale » incitent les militants à déclarer leurs organisations.

La politisation des associations

Dans le contexte politique des années 1990 et 1991, si la loi clarifie le statut des associations, une confusion croissante se développe entre les engagements sociaux, civiques et politiques. Cette confusion n'est pas propre à la Russie : « L'une des caractéristiques des régimes communistes en Europe de l'Est était l'interdiction des partis politiques. C'est pourquoi la différence entre les nouveaux

23. Valerie Sperling, *Organizing Women in Contemporary Russia. Engendering transition*, Cambridge University Press, 1999, p. 19.

24. Voir le décret d'application de la loi : <http://pravo.levonevsky.org/baza/soviet/sssr0701.htm>

25. Ekspertnoe zaključenie k zasedaniū konstitucionnogo suda RF (« Conclusion d'expertise pour la réunion de la cour constitutionnelle de la Fédération de Russie »), 26 mai 1992. <http://www.memo.ru/HISTORY/exp-kpss/Chapter7.htm>

26. Valerie Sperling, *Organizing Women in Contemporary Russia...*, op. cit., p. 19.

partis politiques, les organisations de la société civile et l'État a souvent été floue dans les phases initiales de la démocratisation²⁷ » note le politologue Cas Mudde. Cette indifférenciation est manifeste dans la dénomination des mouvements informels qui se transforment progressivement en mouvements « sociopolitiques » autonomes. À partir de 1989, la massification de l'engagement politique et social se développe. Hors des frontières du pays, les révolutions de velours en Europe centrale et orientale donnent une impulsion déterminante aux opposants au régime soviétique. En URSS, les grèves de mineurs montrent la possibilité d'existence de protestations massives. : « Les ouvriers, ont montré, durant les grèves de mineurs de l'été 1989, leur capacité à agir de façon organisée, massive et assez efficace. Il est devenu clair que les groupes qui ne voulaient pas rester à la traîne devaient abandonner les cercles et les clubs comme forme d'organisation et penser à la nécessité de formaliser leurs organisations, en d'autres termes, de sortir de leur « informalo-centrisme » notent des réformateurs russes de l'époque²⁸. À l'exemple des mineurs, les protestataires descendent dans la rue dans toutes les grandes villes du pays, illustrant par leurs manifestations, l'ampleur de la mobilisation civile. Face à cette massification de l'engagement, les groupes militants des débuts de la perestroïka craignent une perte de leur identité. Comme l'explique B. Kagarlitski dès l'automne 1988, « nous faisons face à une crise des anciens mouvements, quand les clubs de discussions, les milieux festifs (*tusovka*), les rencontres informelles, les discussions spontanées constituaient la seule forme d'activisme social. La liberté de parole était la seule proposition politique concrète. Après la XIX^e conférence du parti (...) les micro-organisations ont eu peur de perdre leur âme dans le travail de masse, les leaders ont eu peur de perdre leur situation²⁹ ».

La légalisation des associations leur offre des possibilités nouvelles de participation à la vie publique et politique. La loi de 1990 précise en effet que les unions sociales peuvent participer à la formation des organes de l'État, disposent du droit d'initiative législative et participent à la prise de décision des organes du pouvoir. Les anciens mouvements informels s'institutionnalisent, se structurent et s'engagent dans l'action politique. À l'époque, par exemple, l'association Memorial, qui se définit comme « une organisation sociopolitique de défense des droits de l'homme », se donne pour objectif de « participer activement aux réformes démocratiques, de développer la conscience civile et juridique face aux méthodes terroristes d'action politique³⁰ ». Memorial participe activement à la campagne électorale pour l'élection des députés du peuple de l'URSS en 1989. Plusieurs de ses membres sont élus : A. Sakharov, B. Eltsine, Iou. Afanassiev... À

27. Cas Mudde, « Civil Society in post-communist Europe. Lessons from the “dark side” », in : Petr Kopecky, Cas Mudde (éd.), *Uncivil society? Contentious politics in post-communist Europe*. Routledge, Londres, 2003, p. 160.

28. Institut massovyh političeskikh dviženij. *Rossia. Partii. Associacii...*, op. cit., p. 5.

29. *Ibid.*, p. 5.

30. Institut massovyh političeskikh dviženij. *Rossia. Partii. Associacii...*, op. cit., p. 61.

partir de 1990, les mouvements sociopolitiques s'engagent derrière B. Eltsine qui domine le dernier épisode de la perestroïka et devient le leader du mouvement démocrate³¹. En mars 1990, les élections au Congrès des députés du peuple de la RSFSR permettent aux « démocrates » de *Russie démocratique* de remporter près de 20 % des sièges. Le bloc électoral *Russie démocratique* « regroupe des partis, des clubs d'électeurs, des mouvements de masse, des organisations et des fractions démocratiques des soviets de tous les niveaux³² ». C'est lui qui porte B. Eltsine au pouvoir en juin 1991.

La confusion entre l'action associative et politique suscite cependant des tensions qui peuvent aller jusqu'à la confrontation. À la fin de l'année 1989, un groupe de victimes des répressions staliniennes choisit de quitter Memorial au motif que « la société est plus engagée dans les affaires politiques que dans la défense de la vie et de la santé des anciens détenus politiques et des membres de leur famille³³ ». De manière générale, de nombreux militants informels et les anciens dissidents éprouvent de la méfiance à l'égard de l'engagement politique. Alors que le contexte réglementaire a changé et que des élections partiellement puis complètement libres sont organisées, ils hésitent à s'engager au sein de formations partisans. En juin 1990, le militant Aleksandr Verkhovski écrit : « On a aujourd'hui beaucoup d'exigences envers notre mouvement démocratique, plus que le mouvement n'est capable d'en satisfaire. Parmi ces exigences objectivement irréalisables, il y a celle du "devenir politique", ce qui veut dire en clair, la transformation du monde hétérogène des "dissidents" et des "informels" en forces politiques ayant des contours précis à l'européenne³⁴. » Pour tenter de réduire les tensions liées à l'engagement politique, les militants associatifs tentent d'inventer de nouvelles formes de participation politique, indépendantes mais basées sur des relations constructives avec l'État.

Des aspirations réformatrices et constructives

Les tensions entre l'engagement associatif et politique sont illustrées par l'expérience des premiers militants indépendants qui accèdent au pouvoir grâce à l'élection à la députation et tentent de concilier leur engagement civique avec l'action politique. Les anciens dissidents et défenseurs des droits de l'homme acceptent de s'engager en politique mais au nom de leur engagement associatif et contre les contraintes des partis. Au parlement soviétique, Andreï Sakharov milite pour une

31. Sigman, Carole, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques informels de Moscou et leurs dirigeants*, Thèse de doctorat de science politique, 2007, p. 338.

32. http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/encicloped/vchk-vin-n_histor-DemRos.html

33. *Ibid.*, p. 62.

34. A. Verkhovskij, 1990, p. 83.

nouvelle façon de faire de la politique. Dans une interview accordée en septembre 1989, quelques mois avant sa mort, il présente sa vision de la politique au travers de la constitution de son groupe parlementaire appelé « Groupe interrégional ». Ce groupe est coprésidé par lui-même avec Gavriil Popov, Viktor Palm, Iouri Afanassiev et Boris Eltsine : « Le groupe ne voulait pas avoir un seul président. Je suis d'accord avec cela, à mon avis, c'est juste. Ce n'est pas un parti : il n'y a pas de structure, pas de statut, pas de programme. Ce n'est pas obligatoire et ce n'est pas nécessaire. Les membres du groupe partagent le même point de vue sur quelques questions essentielles mais pas sur toutes³⁵. » Dans ses propos, les contraintes du parti politique sont évitées et l'action politique reste adossée à des pratiques de type associatif. Les dissidents élus s'impliquent en effet dans les débats sur les droits de l'homme mais ne prétendent pas devenir des hommes politiques professionnels. Au Soviet Suprême de Russie, S. Kovalev, autre dissident célèbre et proche d'A. Sakharov, préside le Comité parlementaire pour les droits de l'homme. Comme il l'explique, « il est important que les partis politiques démocratiques soient les instruments de la société civile et non l'inverse³⁶ ». Il ne se considère pas, et n'est pas considéré, comme un homme politique au sens partisan du terme. L'une de ses proches, Lioudmila Alekseeva, présidente du Groupe Helsinki de Moscou, souligne : « Voilà, Sergei Kovalev est entré en politique. Et je n'ai pas de critique à lui faire. Comme on dit, c'est notre homme en politique. Il est resté un défenseur des droits de l'homme. Il a défendu les intérêts civils par des moyens politiques »³⁷. L'engagement des défenseurs des droits de l'homme se veut étranger au jeu des rapports de force, des confrontations idéologiques ou des logiques partisans.

Dans cette perspective, les militants indépendants sont prêts à collaborer avec l'État pour œuvrer au bien commun. Plusieurs exemples montrent les coopérations qui se développent entre l'administration gorbatchévienne et les associations. Par exemple, dans le domaine militaire, les associations de mères de soldats connaissent leur influence maximale sous M. Gorbatchev. En 1990, leurs représentants rencontrent le premier secrétaire du PCUS. Le 15 novembre 1990, celui-ci signe un décret « Sur les mesures de réalisation des propositions du Comité des mères de soldats ». Il met en place une commission d'enquête sur les causes de décès dans l'armée et demande au Soviet suprême de l'URSS de prendre en compte les recommandations du Comité lors de l'élaboration de la réforme militaire³⁸. Après la chute de l'URSS, les mères de soldats se souviennent avec nostalgie de cette période. Dans d'autres domaines, comme l'environnement ou la défense du

35. Interview d'Andrei Sakharov par Jacques Amalric et Michel Tatu, publiée dans *Le Monde*, 28 septembre 1989. Texte en russe disponible sur le site <http://www.sakharov-archive.ru/>

36. Compte-rendu d'une table ronde intitulée *Pravozaščitnoe dvizhenie segodnâ : problemy i perspektivy (Le mouvement des droits de l'homme aujourd'hui : problèmes et perspectives)*, Demos, Moscou, 2005, p. 180.

37. *Ibid.*, p. 188.

38. Daucé, Françoise, « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe », *RECEO*, n° 2, 1997, p. 138.

patrimoine, les militants trouvent le soutien du gouvernement. Les groupements écologistes coopèrent avec le pouvoir. Le parti des Verts, en gestation depuis 1988, est créé à Moscou en mars 1990. Les écologistes mènent un dialogue avec les autorités soviétiques³⁹. L'historien Basile Kerblay souligne que les manifestations en faveur de la défense du patrimoine national et de la préservation des richesses naturelles trouvent un large écho auprès du pouvoir. Il écrit : « On peut même parler à cet égard d'une émergence de la société civile puisque ces mouvements ont été assez puissants pour aboutir dans certains cas à modifier les décisions des autorités »⁴⁰. Les mouvements indépendants, dans l'économie, la culture, la politique ou la religion souhaitent participer à la transformation de l'État. M. Gorbatchev lui-même s'inspire des idées émanant de la société civile. On assiste ainsi à une « cooptation de la culture oppositionnelle⁴¹ ». La perestroïka est donc probablement la période où les liens sont les plus forts entre les mouvements civils et l'administration. Selon Basile Kerblay en 1989, « l'apparition des mouvements informels est sans doute l'un des aspects les plus prometteurs de la perestroïka, parce qu'elle a permis d'établir un dialogue entre deux fractions de la société qui s'ignoraient et de redonner à l'intelligentsia un rôle déterminant dans la formation de l'opinion⁴² ». Il reste cependant prudent : « Il faudra sans doute beaucoup de temps pour que cet embryon de société civile trouve son expression sur le terrain politique car les pouvoirs publics redoutent la « spontanéité » des mouvements « inorganisés » (c'est-à-dire en marge du parti)⁴³. » Les militants ont toutefois à l'époque le sentiment de pouvoir influencer le régime et participer de sa transformation. Leur collaboration avec l'administration est même considérée *a posteriori* comme une période faste pour les relations entre l'État et les associations, posant la question du caractère non gouvernemental de leur action.

LES EXPÉRIMENTATIONS ÉCONOMIQUES DES ASSOCIATIONS

Si, durant la perestroïka, les relations entre le parti (puis les partis) et les mouvements informels puis sociopolitiques sont intenses, leurs relations avec le monde économique le sont aussi. La recherche de fonds devient une préoccupation des associations qui développent des stratégies originales pour assurer leur fonctionnement et trouver des ressources économiques. Elles ont recours, comme la majorité des acteurs de l'époque, à des réseaux interpersonnels pour accéder aux

39. Oleg Ianitski, *Ekologičeskoe dviženie v Rossii* (« Le mouvement écologique en Russie »), Moscou, 1996.

40. Basile Kerblay, *La Russie de Gorbatchev*. Paris : La Manufacture, 1989, p. 154.

41. Stéphane Lefebvre, « Les changements dans les États communistes : l'importance de la société civile », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 4, 1990, p. 618.

42. Basile Kerblay, *La Russie de Gorbatchev, op. cit.*, p. 223.

43. *Ibid.*, p. 155.

biens qui leur sont nécessaires. Dans les dernières années de l'Union soviétique, elles s'essaient à la recherche de financements privés dans le cadre de la création des coopératives. Les frontières sont ainsi poreuses entre activité lucrative et non-lucrative, à un moment où l'initiative économique individuelle est reconnue et cherche des cadres pour s'exercer. La notion d'organisation à but non lucratif, centrale dans les conceptions occidentales de la société civile, n'est alors guère opérante dans le contexte de la fin du soviétisme.

Le *business* des organisations sociales soviétiques

Le développement de la logique marchande au sein du monde associatif surgit dès les débuts de la perestroïka. Il accompagne l'émergence d'activités partiellement libres dans le cadre des coopératives. En novembre 1986, une loi sur l'activité économique individuelle est adoptée⁴⁴. Elle légalise certaines activités qui avaient proliféré dans le secteur de l'économie parallèle⁴⁵. Le premier texte officiel sur les coopératives date de février 1987. Un second texte est adopté en mai 1988. Les coopératives jouent dès lors un rôle pionnier dans le développement de l'économie privée, en transformant la définition de la propriété des moyens de production, de l'emploi de la main-d'œuvre et de la fixation des rémunérations. « Elles ont constitué une première source légale d'enrichissement personnel et favorisé l'émergence des premiers entrepreneurs » rappelle G. Favarel-Garrigues⁴⁶. Le gouvernement substitue les méthodes administratives de commandement par une régulation économique et une gestion plus démocratique des entreprises⁴⁷. Certaines firmes sont autorisées à entrer directement en relation avec les marchés étrangers⁴⁸. Cependant, le développement des libertés économiques se fait sous le contrôle du parti-État. Le discours gorbatchévien n'envisage pas l'émancipation des acteurs économiques mais leur coopération avec l'État pour réformer le régime. Comme l'explique à l'époque l'économiste Abel Aganbeguian, la réforme est une œuvre de longue haleine dont le succès dépend non seulement des ressources disponibles mais encore des capacités de changement des groupes sociaux qui sont impliqués dans le processus de production⁴⁹. Les mouvements civils sont concernés par la réflexion sur le lien entre la réforme économique et les pratiques sociales. Pour Nodari Simonia, « malgré toutes les limites

44. *Individual'naâ trudovaâ deâtel'nost'* (L'activité économique individuelle), Moscou, Ūridiceskaâ deâtel'nost', 1989, p. 10.

45. Basile Kerblay, *La Russie de Gorbatchev...*, op. cit., p. 67.

46. Gilles Favarel-Garrigues, *La police des moeurs économiques. De l'URSS à la Russie (1965-1995)*, Paris, CNRS Editions, 2007, p. 116.

47. Basile Kerblay, *La Russie de Gorbatchev...*, op. cit., p. 61.

48. *Ibid.*, p. 63.

49. *Ibid.*, p. 69.

des résultats des réformes économiques, les bases socio-économiques nécessaires à la formation d'une société civile ont été posées. Les premières sociétés par action, les coopératives, les banques commerciales, les petites et moyennes entreprises, les fermiers sont apparus⁵⁰ ». Ainsi, la structuration de la société civile en Russie est pensée en combinaison avec la libéralisation économique.

Dans ce contexte, le gouvernement soviétique accorde d'abord des droits économiques aux organisations sociales officielles. Soucieux de maîtriser le développement de l'initiative économique dans le pays et d'en orienter les bénéfices vers des structures politiques loyales au pouvoir, il favorise leurs activités lucratives. Les organisations sociales proches de l'administration soviétique ont la confiance du parti et sont les premières à bénéficier de la nouvelle législation sur les coopératives. Cette proximité permet à leurs militants les plus actifs de s'enrichir personnellement ou collectivement dès la fin des années 1980. Cette situation spécifique des organisations sociales face au marché en création a été bien documentée concernant le Komsomol⁵¹. L'Union des jeunes communistes bénéficie de la bienveillance de l'administration lors des premières tentatives de passage au marché. Comme l'explique Ioulia Shukan à partir de l'exemple du Komsomol en Biélorussie et en Ukraine soviétique, les mesures prises pour faire face à la grave crise affectant cette organisation depuis le milieu des années 1980 ont posé les fondements de la reconversion économique de ses fonctionnaires et leur ont permis d'occuper une place centrale dans la nouvelle économie de marché du début des années 1990⁵². En Russie, ses militants les plus célèbres, comme Boris Berezovski ou Mikhaïl Khodorkovski, connaissent les débuts de leur ascension financière à cette période. D'autres organisations sociales sont aussi incitées à recourir au marché pour compléter leurs revenus. À titre d'exemple, le Conseil des ministres de l'URSS adopte, en octobre 1987, un arrêté sur la Fondation soviétique pour les enfants (*Sovetskij detskij fond im. V.I. Lenina*) qui précise que les « moyens budgétaires de la Fondation soviétique pour les enfants sont constitués par les cotisations volontaires, les dons des organisations sociales, des associations de créateurs, des collectifs de travailleurs des entreprises, des simples citoyens, par les bénéfices des entreprises et des organisations économiques créées par la Fondation et les aides des fondations et des personnes étrangères, par les actions de bienfaisance organisées au profit de la Fondation comme les expos-ventes, les enchères, les loteries, les services payants, les activités d'éditions et toutes les autres activités de la Fondation destinées au bien des enfants ». Outre cette reconnaissance de l'activité entrepreneuriale comme source de revenus, le Conseil des ministres de

50. Nodari A. Simoniâ, « Graždanskoe obščestvo i gosudarstvo », *Acta Slavica Iaponica*, n° 15, 1997. <http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/publicn/acta/15/simonia/simonia.html>

51. Voir par exemple le livre de Solnic, Steven L., *Stealing the State : Control and Collapse in Soviet Institutions*, Harvard University Press, 1998. Il analyse en détail le cas du Komsomol.

52. Shukan, Ioulia, « Les recettes d'une reconversion réussie. Etude de cas des Komsomols ukrainien et biélorussien à la fin des années 1980 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2003, vol. 34, n° 2, pp. 109-144.

l'URSS exonère la Fondation et les organisations et entreprises qui en dépendent du paiement des impôts, des taxes douanières et des autres taxes entrant dans le budget d'État de l'URSS⁵³. La Fondation aurait ainsi réussi à lever 350 millions de roubles de donations pour venir en aide aux enfants en difficulté.

L'exemple de la stratégie du Comité soviétique pour la défense de la paix (*Sovetskij komitet zaščity mira*) est aussi éclairant. Ce Comité est directement contrôlé par le Comité Central et, en dépit, de son appellation, a soutenu l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan en 1978. Ce qui fait dire à un journaliste en 1990 que l'organisation s'est retrouvée dans une impasse et est très impopulaire⁵⁴. Pour sortir de cette impasse, le Comité met en place une stratégie de reconversion fondée sur des changements de personnel, le développement de coopérations nouvelles avec des partenaires étrangers, mais aussi sur son engagement dans le *business*. Comme l'indique son président, « C'est formidable car maintenant, ce ne sont pas seulement des hommes politiques mais aussi des gens travaillant dans le business qui nous contactent pour collaborer. L'organisation a ainsi un projet de *joint venture* avec une grosse société canadienne pour produire des vêtements d'hiver fourrés ». Il tente de justifier ces pratiques en affirmant : « Nous partons du principe que les liens économiques sont les garants les plus efficaces de la paix et de la coopération⁵⁵. » Les principes marchands sont utilisés au premier degré par les militants associatifs de la perestroïka, introduisant des confusions entre action sociale et recherche du profit économique. Ces confusions aboutissent parfois à des scandales et à des accusations de corruption contre les organisations sociales s'essayant au *business*⁵⁶. En 1990, la Fondation soviétique pour les enfants est accusée de détournement de fonds⁵⁷.

53. Sovet ministrov SSSR. Postonavljenie ot 26 oktâbrâ 1987 g. n° 1200 « Voprosy sovetskogo detskogo fonda imeni V.I. Lenina. <http://www.niv.ru/library/006/062.htm>

54. Ot lozungov k delam (« Des slogans aux affaires »), *Argumenty i Fakty*, n° 35, 1-7, sept. 1990.

55. *Ibid.*

56. John W. Slocum « Philanthropic Foundations in Russia. Western Projection and Local Legitimacy », in : David C., Hammack, Steven Heydemann (eds), *Globalization, Philanthropy and Civil Society. Projecting Institutional Logics Abroad*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 2009, p. 140.

57. Olga Alekseeva, *Istoriia doveriia v nedoveritel'nye vremena. Sovremennâ rossijskâ blagotvoritel'nost'*. (« Histoire de la confiance en des temps de méfiance. La philanthropie russe actuelle »), Moscou, Eksmo, 2006. Cité par John W. Slocum « Philanthropic Foundations in Russia. Western Projection and Local Legitimacy », in : David C., Hammack, Steven Heydemann, (eds), *Globalization, Philanthropy and Civil Society. Projecting Institutional Logics Abroad*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 2009, p. 140.

L'activité lucrative des associations indépendantes

Au-delà des libertés économiques nouvelles accordées par l'État aux organisations sociales officielles, le lien entre réforme économique et libertés civiles s'élargit progressivement à des groupements de plus en plus autonomes. S'agissant des associations indépendantes créées dans le sillage de la perestroïka, le lien avec la sphère économique est considéré comme normal. Dans leur ouvrage sur *Les Russes d'en bas*, A. Berelowitch et M. Wiewiorka étudient ainsi la contestation socio-culturelle à partir de l'étude des mouvements écologistes. Ils constatent l'apparition de formules originales d'associations, à la fois militantes et commerciales⁵⁸. Ils s'intéressent à l'entrée des entrepreneurs, au sens propre, dans les mouvements écologistes et écrivent : « [En 1991], le mouvement dans son ensemble et à l'échelle de la Russie s'est considérablement diversifié. Il dispose d'une presse, ses activités sont légalisées, des milliers de groupes (...) sont constitués sur toutes sortes de bases, politiques ou non (...). Des entrepreneurs se sont lancés dans l'« écobusiness », les liens internationaux se sont démultipliés et les activités du mouvement dessinent un spectre extrêmement large⁵⁹. » L'apparition des entrepreneurs au sein du mouvement écologiste à la fin de la période soviétique est analysée comme un facteur de force. Parmi les partenaires que les deux sociologues ont choisi d'étudier, il faut noter la présence du « responsable d'une organisation, *Dront*, qui est une formule originale, à la fois militante et commerciale, et capable d'exercer une action de pression institutionnelle en faveur de l'écologie⁶⁰ ». Le lien entre le développement du mouvement associatif et les transformations économiques libérales dans le pays est ici souligné.

De manière générale, les militants informels s'exercent aux principes du marché. Sarah Henderson souligne que l'action collective a pu permettre l'obtention de ressources précieuses, notamment économiques, dans un contexte de pénurie⁶¹. C'est ce qu'illustre aussi, à titre d'exemple, l'évolution des pratiques militantes au sein de la dissidence et parmi les informels. Comme le souligne Boris Belenkine, à l'époque soviétique, « le *samizdat* était distribué gratuitement. Le « nouveau *samizdat* », quand à lui, a rapidement été commercialisé⁶² ». La simple recherche du profit ne suffit pas à expliquer l'investissement économique au sein des associations. Le recours aux mécanismes du marché y est plutôt vu comme un

58. Alexis Bérélowitch, Michel Wiewiorka, *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Seuil, p. 300.

59. *Ibid.*, p. 298.

60. *Ibid.*, p. 300.

61. Sarah L. Henderson, « Selling Civil Society : Western Aid and the NGO Sector in Russia », *Comparative Political Studies*, Mars 2002, p. 154.

62. Boris Belenkin, « Rol' neformal'nyh obščestvennyh organizacij i ih pressy v processe demokratizacii v Rossii. 1987-1990 » (« Le rôle des organisations sociales informelles et de leur presse dans le processus de démocratisation de la Russie »), Prague, oct. 1999. <http://www.bulletin.memo.ru/b14/19.htm>

moyen permettant de garantir l'indépendance des associations à l'égard de l'État. Ces évolutions semblent concerner l'ensemble des mouvements associatifs, qu'ils soient politiques, culturels, nationaux, écologistes ou même sportifs. De nombreux témoignages illustrent les nouvelles pratiques économiques qui se développent parmi les militants et la fluidité des frontières entre le monde associatif et commercial. Comme l'explique Carole Sigman à propos des clubs politiques informels, « certains membres du KSI (Club d'initiatives sociales) cherchent à utiliser les compétences acquises dans le mouvement pour se rapprocher d'un autre secteur naissant, celui des premières entreprises privées (appelées "coopératives"). Ils créent deux coopératives, Perspektiva et Fakt, dont l'une se spécialise dans la fourniture d'informations aux coopératives (...). En novembre 1987, Fakt donne naissance à l'agence d'information PostFaktum, à partir de laquelle se formera le journal *Kommersant* en 1989⁶³ ». L'exemple de Viktor Zolotarev, né en 1960 et fondateur de l'agence Fakt, permet d'affiner l'illustration. Comme il l'explique, « de 1983 à 1987, j'ai été président d'une fédération sportive informelle mais formalisée à l'intérieur (avec ses statuts, ses règles d'entrée des membres) (...). Elle a fonctionné de 1983-84 à 1987 quand toute l'activité de cette organisation représentée par son idéologue et son activiste principal (c'est-à-dire moi-même) est passée de la vie sportivo-informelle à la politique informelle⁶⁴ ». À partir de 1987, V. Zolotarev crée la coopérative Fakt et devient le leader d'un groupe sociopolitique baptisé « Dignité civique⁶⁵ » (*Graždanskoe dostoinstvo*) qui fonde ensuite le Parti des démocrates constitutionnels. Dans ce parcours, toutes les phases du militantisme informel de la perestroïka sont réunies, alliant activisme sportif, activité économique et engagement politique. À l'inverse, l'absence de liens avec les entrepreneurs est considérée comme une faiblesse. Aleksandr Podrabinek, à l'époque rédacteur en chef du bulletin d'information indépendant *Ekspress-Khronika*, répond, à la question de savoir s'il est aidé par le business privé : « Non, malheureusement, nos entreprises privées n'ont pas encore compris que pour avoir des entreprises libres, il faut un système politique libre. Nous vivons grâce à notre propre activité économique et au soutien de sponsors individuels et de quelques fondations et organisations⁶⁶. » Ces remarques témoignent de la complexité des liens politiques, économiques et sociaux qui se tissent autour des militants associatifs à la fin de la perestroïka. Les imbrications entre les différentes sphères d'activités sont manifestes et laissent présager de la difficulté à engager des programmes de formalisation et de clarification de ces relations.

63. Carole Sigman, *Clubs politiques et perestroïka en Russie...*, op. cit., p. 229.

64. Viktor Zolotarev, *Pervye neformaly i politiki Sovetskogo Soûza* (« Les premiers informels et la politique de l'Union soviétique »), Mars-avril 2005. http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/remen/1113117752.html

65. Auquel participe aussi Aleksandr Verkhovskij.

66. <http://web.archive.org/web/20060618214650/hro.org/editions/karta/nr3/podrab.htm> (consulté le 16 décembre 2009).

CONCLUSION

À l'issue de la perestroïka, le développement de la société civile est considéré comme un acquis de la politique gorbatchévienne. Pour Nodari Simonia, « La perestroïka a posé les bases du processus de formation de la société civile (ce qu'on a souvent oublié dans le tumulte des batailles politiques post-gorbatchéviennes). La *glasnost*, le pluralisme, la possibilité de critiquer publiquement le pouvoir, y compris le Président, l'ouverture sur le monde extérieur, l'allègement des déplacements à l'étranger ont contribué à une atmosphère générale de libération et à l'élargissement de l'horizon des gens »⁶⁷. Si ce constat global est juste, les formes de mobilisation qui se développent en Union soviétique sont assez spécifiques. D'une part, en URSS, les liens et les coopérations sont substantiels entre l'administration soviétique et les militants civils. Il n'y a pas de césure profonde entre les activistes et les représentants de l'État soviétique. Au contraire même, les militants voient dans leurs liens avec l'administration une reconnaissance et une valorisation de leur action. D'autre part, à partir de 1989, il n'y a pas de frontières claires entre les engagements associatifs et la participation politique. Il est difficile à cette période, d'identifier, d'un côté, des mouvements strictement civils susceptibles de donner naissance à des organisations non-gouvernementales et, de l'autre, des partis politiques en formation. Les deux sphères d'action sont intimement liées et puisent dans cette fusion la force qui permet le changement de régime. Enfin, dans l'étude des pratiques militantes au quotidien, l'importance du civisme est clairement contrebalancée par des considérations marchandes. L'engagement dans les mouvements collectifs est certes porté par un souci d'œuvrer au bien commun mais c'est aussi l'occasion de s'essayer au marché, de trouver des ressources nouvelles, d'entrer en concurrence pour l'attribution de biens. Ainsi, à l'issue de la perestroïka, le terme de société civile, unanimement utilisé par les chercheurs étrangers pour qualifier les transformations en URSS, recouvre des pratiques complexes et contradictoires. Ces spécificités n'entament pas l'enthousiasme des démocrates et des libéraux qui se réjouissent du développement de la société civile. Comme le confie un diplomate new-yorkais à l'époque, « Le démantèlement de l'URSS a été le témoin de la fin du gouffre idéologique qui a marqué le XX^e siècle. Il existe maintenant un consensus quasi universel sur l'importance d'un système de « bonne gouvernance », qui se construit autour d'une démocratie pluraliste, d'une société civile forte et d'un système économique qui combine l'efficacité et la croissance avec l'équité et la sécurité »⁶⁸. L'espoir de l'universalisation des pratiques démocratiques écrase la prise en compte des spécificités de l'organisation sociale et politique de la fin du soviétisme.

67. Nodari A. Simoniâ, « Graždanskoe občestvo i gosudarstvo » (« La société civile et l'État »), *Acta Slavica Iaponica*, n° 15, 1997. <http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/publicn/acta/15/simonia/simonia.html>

68. Cité par Jean-François Baré, *Paroles d'experts : études sur la pensée institutionnelle du développement*. Karthala, 2006, p. 282.

Retrouvez tous les ouvrages
de CNRS Éditions
sur notre site

www.cnrseditions.fr